

N° 10.

DÉCEMBRE

1905.

BULLETIN INTERNATIONAL  
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES

DE CRACOVIE.

CLASSE DE PHILOGIE.  
CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

ANZEIGER  
DER  
AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

IN KRAKAU.

PHILOGISCHE KLASSE.  
HISTORISCH-PHILOSOPHISCHE KLASSE.



CRACOVIE  
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ  
1906

L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE A ÉTÉ FONDÉE EN 1873 PAR  
S. M. L'EMPEREUR FRANÇOIS JOSEPH I.

PROTECTEUR DE L'ACADÉMIE :

S. A. I. L'ARCHIDUC FRANÇOIS FERDINAND D'AUTRICHE-ESTE.

VICE-PROTECTEUR : S. E. M. JULIEN DE DUNAJEWSKI.

PRÉSIDENT: S. E. M. LE COMTE STANISLAS TARNOWSKI.

SECRETÉAIRE GÉNÉRAL: M. BOLESLAS ULANOWSKI.

EXTRAIT DES STATUTS DE L'ACADÉMIE:

(§ 2). L'Académie est placée sous l'auguste patronage de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique. Le protecteur et le Vice-Protecteur sont nommés par S. M. l'Empereur.

(§ 4). L'Académie est divisée en trois classes:

- a/ classe de philologie,
- b/ classe d'histoire et de philosophie,
- c/ classe des Sciences mathématiques et naturelles.

(§ 12). La langue officielle de l'Académie est la langue polonaise.

*Depuis 1885, l'Académie publie, en deux séries, le „Bulletin international“ qui paraît tous les mois, sauf en août et septembre. La première série est consacrée aux travaux des Classes de Philologie, d'Histoire et de Philosophie. La seconde est consacrée aux travaux de la Classe des sciences mathématiques et naturelles. Chaque série contient les procès verbaux des séances ainsi que les résumés, rédigés en français, en anglais, en allemand ou en latin, des travaux présentés à l'Académie.*

Le prix de l'abonnement est de 6 k. = 8 fr.

Les livraisons se vendent séparément à 80 h. = 90 centimes.

Publié par l'Académie  
sous la direction du Secrétaire général de l'Académie  
M. Boleslas Ulanowski.

Nakładem Akademii Umiejętności.

Kraków, 1905. — Drukarnia Uniw. Jagiell. pod zarządem Józefa Filipowskiego.

BULLETIN INTERNATIONAL  
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE.

I. CLASSE DE PHILOGIE.  
II. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

---

N° 10.

Décembre.

1905.

---

**Sommaire.** Séances du 12 et du 16 décembre.

Résumés: 18. Compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 16 novembre 1905.

19. O. BALZER. Histoire de l'organisation politique et sociale de la Pologne. Sommaire des leçons faites à l'Université de Léopol.

---

S É A N C E S

I. CLASSE DE PHILOGIE.

SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 1905

PRÉSIDENCE DE M. J. TRETIAK.

Le Secrétaire présente le travail de M. BOLESŁAS KIELSKI: „*L'influence du théâtre de Molière sur le développement de la comédie en Pologne*“.

Le Secrétaire présente le compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 16 novembre 1905<sup>1)</sup>.

<sup>1)</sup> Voir Résumés p. 95.

## II. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1905.

PRÉSIDENCE DE M. F. ZOLL.

M. ST. SMOLKA présente son travail: „*La politique du Prince Xavier Drucki-Lubecki pendant l'insurrection polonaise en 1830 et 1831*“.

Le Secrétaire présente le travail de M. ST. GRABSKI: „*La politique agraire en général et spécialement au point de vue des intérêts de la nation polonaise*“.

---

## Résumés

---

18. Posiedzenie Komisji do badania historyi sztuki w Polsce, z dnia 16 listopada 1905. (*Compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 16 novembre 1905*).

Au début de la séance le président rend hommage à la mémoire de Joseph Zieliński, membre de la Commission, récemment décédé. En termes chaleureux et émus il rappelle la part active que le défunt prit aux travaux de la Société, les nombreux ouvrages qu'il publia dans les „Mémoires“ et les intéressantes communications que l'on eut à maintes reprises le plaisir d'écouter dans les réunions des membres de la Commission. Puis il rend compte des résultats jusqu'ici obtenus par la délégation qui a naguère entrepris une excursion scientifique dans le Royaume de Pologne, et soumet à l'assemblée des photographies fort intéressantes, entre autres de belles et nettes reproductions d'un cénotaphe du XIII-e siècle. C'est une superbe plaque de marbre en style roman qui se trouve à Wąchock. Ensuite M. Sokołowski donne quelques renseignements au sujet de la photographie d'une „buława“ (masse d'armes, bâton de commandement) envoyée par M. Linniczenko d'Odessa. Cet objet d'art où l'on voit l'effigie de Stefan Batory est sans doute apocryphe. Il donne ensuite lecture d'une note de M. Théodore Talowski au sujet des églises grecques de Tłuste et de Niechowice. L'église de Tłuste, en bois de chêne, fut construite en 1731, ainsi qu'en fait foi l'inscription gravée au-dessus de l'entrée principale. Par contre, il n'a pas été possible de déterminer exactement la date d'érection de l'église de Niechowice. Il est vraisemblable toutefois qu'elle n'est pas antérieure au XVIII-e siècle. M. Talowski a joint à sa com-

munication cinq excellentes photographies et le plan horizontal des deux édifices.

Le Secrétaire de la Commission donne lecture de la notice de M. Michel Witanowski sur le château de Boryslawice. La terre de Boryslawice appartenait vers la fin du XIV-e siècle à la famille Jastrzębiec, et il semble établi que le château fut bâti dans les premières années du XV-e siècle par le primat Adalbert Jastrzębiec. Il ne reste plus aujourd'hui que des ruines dévastées de cette grande construction gothique. Le château, en brique, s'élevait sur un monticule artificiel et, du côté des marécages, était entouré d'un fossé et d'un double mur d'enceinte. Le plan primitif présente un quadrilatère rectangle allongé, ce qui, avec quelques autres particularités caractéristiques, permet de supposer que l'on s'inspira pour l'édification de cette forteresse des modèles fournis par les manoirs teutoniques. Dans la chapelle vouée à St. Christophe, on voit encore au-dessus du portail quelques traces de peintures à la fresque. Ce château, encore habité au commencement du XVIII-e siècle, appartenait vers le milieu du XVI-e à la famille Rzewuski; il passa aux Gembicki, pendant le XVII-e siècle, enfin au Szczawinski au XVIII-e.

M. Jean Ptasznik, au cours de ses recherches pour l'histoire de l'influence italienne sur Cracovie, a découvert dans les actes municipaux un contrat passé en 1567 entre des architectes italiens et les chanoines de la collégiale de S. Florian, dans le but de reconstruire leur antique église. Jusqu'ici on ignorait le nom de ces architectes que ce document nous révèle aujourd'hui. Ils s'appelaient Pierre Meno, surnommé aussi Menżek, et Bernard Logano. Après avoir renforcé les vieux fondements, ils devront y élever des piliers et „d'après les anciennes mesures et proportions“ construire une voûte. L'ouvrage à forfait sera payé 500 florins.

Enfin M. Séverin Udziela fait le résumé d'un travail de M. Michel Brenstein sur: „Les Croix et chapelles votives ou oratoires en Samogitie“, travail auquel sont joints quantité de dessins et de photographies. Ces croix, ces petits monuments religieux abondent en Samogitie, et dans chaque paroisse présentent un type particulier, spécial.

L'observation précédente se rapporte aux vieux monuments de ce genre, car les nouveaux n'ont aucune valeur artistique, et s'éloignent fort de l'antique tradition. L'auteur les divise en quatre catégories: monuments à toiture ou auvent, à niches, chapelles, figures

appliquées sur des arbres. M. Sokołowski fait remarquer à ce propos l'influence du grand art visible dans ces rustiques oratoires pleins de caractère, et dont les dispositions rappellent les tryptiques gothiques de la Prusse orientale.

---

19. O. BALZER: *Historja ustroju Polski. (Verfassungsgeschichte Polens)* <sup>1)</sup>.

### Vorbemerkungen.

**1. Slaven.** Ihr Stammbaum in der Gruppe der arischen Völker und ihre Ursitze. Die Spaltung des slavischen Stammes in zwei Hauptzweige: die nordostsüdlichen und die westlichen Slaven, und die weitere Einteilung dieser Abzweigungen in einzelne

<sup>1)</sup> Es ist dies eine Übersicht der an der Universität Lemberg abgehaltenen Vorlesungen nach litographierten Ausgaben, die zu dreien Malen von dem Vereine „Bibliothek der Rechtshörer“ in Lemberg in den Jahren 1896, 1898 und 1902 publiziert wurden. Alle drei Ausgaben geben die Gedanken des Verfassers nicht immer treu wieder, weisen hier und da Lücken auf, und enthalten überdies eine Reihe von oft groben Fehlern, als Folge einer ungenauen Redaktion des Herausgebers, der sich mit dem Verfasser durchaus nicht zu verständigen gesucht hatte. Die zweite und dritte Ausgabe (v. J. 1898 und 1902) sind eine wörtliche Abschrift der ersten (1896), wiederholen alle Fehler derselben, und berücksichtigen Änderungen und Ergänzungen nicht, die der Verfasser unterdessen in seine Vorlesungen eingeführt hatte; für die Berücksichtigung späterer, zahlreicher und oft grundsätzlicher, nach dem Jahre 1902 durchgeführter Änderungen fand sich natürlich in den drei vor dieser Zeit publizierten Ausgaben umsoweniger Platz. Es versteht sich von selbst, daß in den Vorlesungen die Resultate der früheren Forschungen, welche bis zum Augenblick ihres Erscheinens erzielt wurden, verwertet worden sind; was in denselben literarisches Eigentum des Verfassers ist, wenigstens als solches seit Veröffentlichung der ersten litographierten Ausgabe (1896) gelten kann, läßt sich in folgenden Punkten zusammenfassen: 1) Konstatierung und Erläuterung einer Reihe von Tatsachen und Erscheinungen, die von den früheren Forschern nicht berücksichtigt worden sind; 2) Beurteilung und Kritik sowohl dieser als auch der vordem bereits feststehenden Tatsachen und Erscheinungen, insofern sie von den Ansichten und der Kritik früherer Forscher abweichen; 3) genetische Verknüpfung dieser Fakta und Erscheinungen mit einander, abermals insofern sich dieselbe von den in dieser Hinsicht früher ausgesprochenen Anschauungen unterscheidet; 4) Auswahl des zur Besprechung in einem Grundriß der Verfassungsgeschichte Polens geeigneten Materials; 5) Zerlegung desselben, Disposition und Konstruktion eines Gesamtbildes. Wo und inwiefern jene selbständigen Elemente in den vorliegenden Vorlesungen enthalten sind, ist der Kritik der Kenner dieses Gegenstandes zu überlassen. Die hier vorliegende gedrängte

Völker. Die Wanderungen der Slaven und ihre Verbreitung nach dem Norden, Westen und Osten zu. Die ersten großen slavischen Reiche mit universaler Tendenz; das Reich Samos, das großmährische Reich. Die Entstehung nationaler Staaten: in der nordostsüdlichen Gruppe zum Teil durch Eingreifen fremder Elemente (Bulgarien, Rußland = Ruś), in der westlichen Gruppe durch Evolution der lokalen Verhältnisse (Böhmen, Polen).

## 2. Perioden in der polnischen Verfassungsgeschichte.

Der soziale und politische Organismus der Staaten unterliegt im Laufe der Zeit prinzipiellen Änderungen, welche die Grundlage zur Unterscheidung von Perioden bieten; an der Grenze stehen hier epochemachende Fakta, die sich nicht immer durch ein genaues chronologisches Datum bestimmen lassen. Die Änderungen der Verfassung werden durch das wechselseitige Verhältnis des sozialen und staatlichen Elementes bedingt. In Anwendung auf Polen lassen sich hier — die einleitende Periode, die die vorhistorische Zeit umfaßt, zu der die Anfänge der sozialen und politischen Gestaltung gehören, ausgenommen — seit den 60-er Jahren des X. Jahrh. bis zum Jahre 1795 drei besondere Perioden unterscheiden, überdies die Anfänge einer vierten Periode, und zwar: Die erste Periode, die des herzoglichen Rechtes, bis zu den Anfängen des XIII. Jahrh., welche sich durch das Übergewicht des staatlichen Elementes über das soziale, d. h. durch eine stark konzentrierte herzogliche Gewalt und den Mangel an Selbstbestimmungsrechten der Gesellschaft kennzeichnet. Die Immunitätsprivilegien zu Gunsten der Kirche (1211—1215) leiten die zweite, bis zum Jahre 1505 reichende Periode ein, die als Periode der Autonomie der Stände genos-

Übersicht des Inhaltes stützt sich ausschließlich auf die litographierten Vorlesungen v. 1896, 1898 und 1902, sie führt also nur dasjenige an, was zur Zeit ihrer Herausgabe bereits publiziert und zugänglich war; übergangen wurden nur jene Ausführungen, die der Verfasser gegenwärtig schon als fehlerhaft oder unbegründet betrachtet. Neue Änderungen, die in die Vorlesungen seit dem Jahre 1896 eingeführt worden sind, wurden in dieser Übersicht absichtlich nicht berücksichtigt, da sie bisher nicht veröffentlicht sind; nur an einigen Stellen, mit Rücksicht auf die Notwendigkeit der Erklärung mancher Fragen und Anschauungen, wurden in Anmerkungen in möglichst kurzer Form entsprechende Ergänzungen oder wenigstens Verwahrungen angebracht. Gleichzeitig werden zwei Exemplare der litographierten Vorlesungen, das eine vom Jahre 1896 in der Ossolińskischen Bibliothek zu Lemberg, das zweite v. J. 1898 in der Jagellonischen Bibliothek zu Krakau niedergelegt.

senschaften bezeichnet werden kann: die Gesellschaft macht sich von dem Übergewicht des staatlichen Elementes frei, zerfällt in mehrere für sich organisierte und gegeneinander abgegrenzte Stände (Geistlichkeit, Adel, Bürger, Bauern), die mit besonderen Privilegien versehen sind; jeder Stand gewinnt das Recht, seine eigenen Angelegenheiten selbständig zu erledigen, und zwar so, daß einer in die Angelegenheiten des anderen nicht eingreifen darf. So entsteht in der Organisation des sozialen Elementes das Gleichgewicht; Hand in Hand geht damit das Gleichgewicht zwischen dem sozialen und dem staatlichen Element, da der Staat nicht in die inneren Angelegenheiten der Stände eingreifen darf, diese aber hinwiederum verpflichtet sind, zur Verwirklichung der allgemeinen Staatsinteressen beizutragen. Auch hat der Staat zur Verwirklichung seiner Zwecke eigens dazu berufene Organe. Die dritte Periode, die der Adels-Republik (Republik bedeutet hier so viel wie Staat, nicht Republik im heutigen Sinne), zu der teilweise durch die Änderungen in der zweiten Hälfte des XV Jahrh. der Grund vorbereitet worden ist, vom Jahre 1505 bis zum vierjährigen Reichstag (1788), weist als charakteristisches Kennzeichen das Bestreben des Adelsstandes auf, Übergewicht über die anderen Stände zu gewinnen; der Bauern- und der Bürgerstand büßen einen großen Teil ihrer Rechte ein und werden unter den Einfluß und die Botmäßigkeit des adeligen Elementes gestellt; die Geistlichkeit erhält sich allerdings bei ihren Rechten, doch hat zu den höheren Würden nur der Adel Zutritt. Die Folge davon ist die Verschiebung des sozialen Gleichgewichtes und, was damit verbunden, auch die des Gleichgewichtes zwischen dem sozialen und dem staatlichen Element, da der Adel den Haupteinfluß auf die Leitung der Staatsangelegenheiten gewinnt, einen beträchtlichen Teil der Attribute der Regierung auf sich selbst überträgt und deren Macht und Bedeutung lahmlegt. Die einzelnen Stadien dieser Entwicklung sind: das Radomer Gesetz 1505, das auf dem Landtag nur den Anteil des Adels in dem geistlichen und weltlichen Senat und in der Landbotenkammer des Reichstags anerkennt, in weiterer Folge die Erweiterung des Einflusses des Reichstages auf ein immer umfangreicheres Gebiet von Regierungsangelegenheiten, schließlich das Übergewicht der Provinziallandtage über den Reichstag selbst. In den drei besprochenen Perioden unterliegt somit das Verhältnis des sozialen und staatlichen Elementes grundsätzlichen Änderungen:

es besteht zuerst das Übergewicht des staatlichen Elementes mit Hintansetzung des sozialen, sodann erfolgt, nach einer Periode des Gleichgewichtes, die Überhandnahme des sozialen Elementes über das staatliche. Die Gesetzgebung des vierjährigen Reichstages (1788—1792), besonders die Konstitution vom 3 Mai 1791, hatte vieles in der Verfassung der Adelsrepublik geändert, indem sie das besprochene ungleiche Verhältnis in bedeutendem Grade beseitigte, so daß sie ein Wendepunkt ist, von dem aus man eine vierte Periode beginnen könnte, die Periode des modernen Rechtsstaates, die sich jedoch infolge der kurz darauf erfolgten politischen Ereignisse, welche mit den beiden letzten Teilungen endeten, nicht entwickeln konnte.

**3. Literatur.** Die historische Schule in der Rechtswissenschaft, ihre Bedeutung und Methode. Czacki. Theorie von der Abstammung des polnischen Rechtes vom normannischen und die ihr gegenübergestellte Theorie von der Abstammung desselben vom römischen Recht. Grundlosigkeit beider Theorien. Lelewel, Bandtkie, Maciejowski. Mängel in der bisherigen Entwicklung der Wissenschaft. Helcel und seine besonderen Verdienste. Versuche einer Darstellung des Gesamtbildes der polnischen Verfassungsgeschichte: Hofman, Hüppe, Bobrzyński. Richtungen in der neueren Wissenschaft: Arbeiten an der Herausgabe von Quellen, Urkundenbüchern, gerichtlichen Aufzeichnungen, Denkmälern der Gesetzgebung. Größere Konstruktionsarbeiten: Hube, Dunin. Monographien: Piekosiński, Pawiński, Bobrzyński, Ulanowski u. a.

### I. Periode. Das herzogliche Recht.

**4. Genesis des polnischen Staates.** Das polnische Volk zerfällt ursprünglich in mehrere besondere Stämme, wie Polanen, Kujavier, Łęczycanen (Łęczycanie), Masovier, Slesanen, Kleinpolen (Wiślanen), deren jeder besondere Herzoge hatte, die jedoch nur eine geringe Macht besaßen; sie entscheiden nicht selbständig wichtigere Angelegenheiten des Stammes, sondern berufen die Vornehmeren zu Versammlungen (wiece); die Versammelten entscheiden hier über die Angelegenheiten des Stammes, oft sogar entziehen sie dem Herzog seine Macht. In der ursprünglichen Monarchie der Piasten, wie sie in der Geschichte hervortritt, ist dagegen die herzogliche Gewalt stark konzentriert und von den Wiece unabhängig; diese Änderung wurde durch die Bildung des Staates, oder vielmehr die Art, wie derselbe gebildet wurde, verursacht. Verschiedene An-

sichten über die Genesis des polnischen Staates. Die Eroberungstheorien des Szajnocha, Maciejowski, Piekosiński sind unbegründet. Die Vereinigung wurde von dem Stamme der Polanen und der dort herrschenden Dynastie der Piasten, die vielleicht von dem obersten Beamten am Hofe der früheren Dynastie der Popieliden, *piast* genannt, abstammt, und zwar wahrscheinlich durch Unterwerfung anderer verwandter Stämme, auf welche der Name des Stammes der Polanen als ein alle Stämme umfassender Nationalname überging, durchgeführt. Infolge der Eroberung entsteht eine starke herzogliche Gewalt zuerst den unterworfenen Stämmen und dann auch dem Urstamm gegenüber, sie beseitigt die Bedeutung der Wiece als eines den Herrscher einschränkenden Organs und schafft eine starke Organisation des „herzoglichen Rechtes“. Analogien in der Geschichte anderer slavischer Völker und in der Geschichte Westeuropas.

**5. Typen der Besiedlung des Landes.** Schwierigkeiten der ursprünglichen Besiedlung. Die Besiedlung Polens erstreckt sich über eine Reihe vorhistorischer und die ersten historischen Jahrhunderte der polnischen Geschichte. Die patronymischen Dörfer auf-ice, vom Namen des Familienhauptes gebildet (Kwiatiek, Kwiatkowie). Häufig zeigt diese Form an, wem die Einwohnerschaft des Dorfes untertan war, z. B. Opatowice (opat – Abt), Biskupice (biskup – Bischof). Namen von Ansiedlungen, welche die Beschäftigung der daselbst wohnenden unfreien Bevölkerung bezeichnen, sog. Fröndörfer (Piekary, Kuchary, Szklary, Zduny, Koniary). Namen von Dörfern, die mit Kriegsgefangenen angesiedelt wurden (Czechy, Pomorzany, Prusy, Węgry). Namen von Ansiedlungen, die ihre Zugehörigkeit durch Hinzufügung besitzanzeigender Endungen an den Namen des Eigentümers bezeichnen: Sieciechów, Bodzęcin, Prędocin, Sandomierz, Domaradz, Małogoszcz (Herrenansiedlungen). Niederlassungen, mit topographischen Namen (Dąbrowa) bezeichnet, die übrigens oft auch einen zweiten Namen führten, welcher irgend einem der vorhergehenden Typen entsprach. Ansiedlungen, die nach dem Geschlecht, welches sich dortselbst niedergelassen hatte, benannt wurden (früher irrtümlich Ritterdörfer genannt) wie Bąki, Rysie, Szamotuły, Zebry<sup>1)</sup>.

<sup>1)</sup> Meinen neueren Arbeiten folgend, erkläre ich gegenwärtig im Anschluß an die hier angeführten Bezeichnungen der Ansiedlungstypen die Frage der Ge-

**6. Organisation der Gesellschaft.** Anfänglich existieren nur zwei Stände: Freie und Unfreie. Freie: die ursprüngliche Bevölkerung, teilweise jedoch verstärkt durch fremde Elemente, besonders durch das von den Piasten ins Land gerufene Rittertum aus Böhmen, Deutschland u. a. Die freie Bevölkerung wird nicht in weitere besondere Stände mit besonderen Rechten geschieden. Es gibt unter ihr nur Berufe: Geistlichkeit, Rittertum, Grundbesitzer u. s. w. Der Übertritt aus einem Beruf in einen anderen ist zulässig. Unter den Freien hebt sich der Adel hervor. Irrtümliche Theorien von einer dynastischen Abstammung desselben; es gehören hier diejenigen, welche größeren Landbesitz in einer Hand vereinigt haben und welche höhere Würden bekleiden; doch ist dies kein Stand, da er keine besonderen Rechte hat, sondern nur eine höhere soziale Bedeutung aufweist und überdies nach außen nicht abgeschlossen ist. Die unterste Gruppe der Freien, die *dziedzice* (Erben), wirtschaftet auf kleinen Landanteilen; im XII und XIII Jahrh. verschwindet diese Klasse. Unfreie sind entweder Kriegsgefangene, gekaufte Sklaven oder Verurteilte, die vordem Freie waren. Sie treiben entweder Ackerbau oder Viehzucht oder Dorfhandwerke, oder arbeiten als Dienerschaft auf den Edelhöfen. Sie sind persönlich und dinglich Unfreie (*glebae adscripti*). Ihr Herr kann sie von der Scholle reißen und anderweitig verwerten oder mitsamt dem Boden oder ohne denselben verkaufen. Von dem Boden liefern sie einen Teil des Ertrages an den Herrn ab und sind demselben überdies, je nach seinem Gutdünken, zu Diensten verpflichtet. *Decimi*, Sklaven, die nach dem Decimalsystem angesiedelt wurden; *narocznicy* (von *narzec. przeznaczyć* = bestimmen), die in den Frondörfern untergebracht wurden, und zu Dienstleistungen für das Grodrittertum bestimmt waren.

schlechtsorganisation und des ursprünglichen gemeinschaftlichen Geschlechtseigentums. Das (kleine) Geschlecht, das sich an einem Ort angesiedelt hat, steht unter der Leitung des Geschlechtsstarosten, der nicht durchaus der Älteste des Geschlechtes sein muß, und der gewöhnlich von seinem Vorgänger ernannt wird, weshalb die Starostengewalt sich mit der Zeit in eine erbliche umwandelt; bleibt die Ernennung des Vorgängers aus, so wählt den Starosten das Geschlecht. In wichtigeren Angelegenheiten des Geschlechtes entscheidet die Geschlechtsversammlung; der Starost verteilt die Arbeit und verwaltet die Vorräte. Der Grundbesitz gehört dem ganzen Geschlecht gemeinschaftlich, erst im Laufe der Zeit erfolgt seine Individualisierung. Spätere Spuren des gemeinschaftlichen Geschlechtseigentums: Blutrache und Vermögensrechte der Verwandten.

**7. Das Wesen der herzoglichen Gewalt und das Verhältnis Polens zum päpstlichen Stuhle und zum deutschen Reich.** Das Wesen der herzoglichen Gewalt liegt im Begriff des „herzoglichen Rechts“ (*ius ducale*). Der Herzog verfügt über das Land nach dem öffentlichen Recht, ihm gehört auch in privatrechtlicher Hinsicht alles Land, insoweit es durch die Ansiedler nicht in Besitz genommen ist. Die Einwohner sind ihm unmittelbar untertan (kein Lehnverhältnis). Der Herzog entscheidet über Krieg und Frieden, er ist der oberste Feldherr, ernennt Beamte und setzt sie ab, er übt die höchste Regierungsgewalt aus und ist die Quelle aller Justiz, er hat das Recht, von der unfreien und teilweise auch von der freien Bevölkerung Lasten und Steuern zu verlangen. Sein Titel ist: ksiądz (knez), später verkleinert: książe. Das Wesen der starken herzoglichen Gewalt wird durch ein Abhängigkeitsverhältnis nach außen nicht beeinflußt. Zum päpstlichen Stuhle tritt Polen auf Grund der sogenannten Schenkung Gnesens durch Mieszko den Ersten v. 985—992 in ein Verhältnis der Unterordnung, da mit derselben die Pflicht der Erlegung eines Tributes durch die Herzöge zu Gunsten der Päpste verbunden war, welcher später in eine Zahlung von Seite der Bewohner Polens, d. i. in den Peterspfennig umgewandelt wurde; diese Pflicht wurde in der Folge zu einem das polnische Reich von den Nachbarstaaten unterscheidenden Merkmal. Eine Lehnsabhängigkeit war dieses Verhältnis zum päpstlichen Stuhle nicht; es war nur ein Protektionsverhältnis. Wesentlicher war die Abhängigkeit vom deutschen Reich. Mieszko der Erste verpflichtet sich 963, einen Tribut von dem Lande bis zur Warthe zu zahlen; überdies leisten sowohl er als auch Boleslaw der Tapfere in den Anfängen seiner Regierung den Königen Hilfe im Kriege und erscheinen an ihrem Hof (Elemente des Lehnverhältnisses). Die Leistung des Tributes ist somit auf einen Traktat gestützt, das Lehnverhältnis entwickelt sich nur faktisch. Die Zusammenkunft in Gnesen (1000) bringt Polen die vollständige Loslösung von deutscher Oberhoheit und eine eigene kirchliche Organisation mit dem Recht der Herzöge, Bischöfe zu ernennen; dies findet seinen Ausdruck in der Aufsetzung der deutschen Königskrone auf das Haupt Boleslaws des Tapferen durch Otto den Dritten, die keine Krönung im eigentlichen Sinne des Wortes war, da sie nur durch die kirchliche Gewalt vollzogen werden konnte. Die wirkliche Krönung erfolgt erst 1024 und wird noch zweimal

wiederholt (Mieszko der Zweite und Bolesław Szczodry 1076). Nach der Gnesener Zusammenkunft erneute Anstrengungen Deutschlands, Polen abhängig zu machen. Von da an wechselndes Verhältnis je nach Gestaltung der politischen Ereignisse und je nach der Eigenart der beiderseitigen Herrscher. Der Frieden von Krzyszkowo Boleslaws Kraushaars 1157; in der Folgezeit endgiltige Auflösung des Abhängigkeitsverhältnisses von Deutschland.

**8. Die Thronfolge.** Das Thronrecht der Piasten ist erblich, hat jedoch nur in männlicher Linie Geltung, die Frauen sind von der Thronfolge ausgeschlossen. Die Söhne des Vorgängers erben gemeinschaftlich, daher Teilung in Herzogtümer; fehlen Nachkommen, so erben Seitenverwandte, die von dem Vorgänger ernannt werden. Bei Teilung des Reiches unter Söhne erhält einer, der nach Gutdünken vom Vater gewählt wird (auch ein jüngerer Sohn) gewöhnlich einen größeren Anteil, und zugleich die Obergewalt (Prinzipat), oft auch verdrängt er die Brüder und vereinigt das ganze Reich in einer Hand. Das Testament Boleslaws Schiefmunds 1138 bestätigt für die Zukunft das Prinzip der Teilung und die großherzogliche Gewalt, regelt jedoch das Erbrecht des Prinzipats nach dem Grundsatz der Senioratserbfolge (der älteste im ganzen Geschlecht) und überweist das Krakauer Land dem jeweiligen Großherzog. Diese Erbfolgeordnung wird faktisch schon durch die Söhne Boleslaws Schiefmunds (die Vertreibung Wlodziaws des Zweiten), rechtlich durch die Beschlüsse der Versammlung in Łęczyca 1180 oder 1181, welche das Anrecht der jüngsten Linie (Kasimirs des Gerechten) auf das Krakauer Herzogtum anerkannten, gestürzt. Die älteren Linien der Piasten kämpfen im XIII Jahrh. noch zu wiederholtenmalen um Anerkennung ihrer Rechte im Sinne des Testaments, doch ohne dauernden Erfolg, wobei die Teilung v. J. 1138 bestehen bleibt und in der Folge zu neuen Teilungen führt, so daß im XIII. Jahrh. Polen bereits in fast 20 Herzogtümer geteilt ist. In den Anfängen dieses Jahrhunderts verliert das Prinzipat des Krakauer Großherzogs immer mehr an Bedeutung (der Titel *dux Poloniae* in der Titulatur der Krakauer Herzöge wird aufgegeben). Ausdruck der Einheit des zerstückelten Reiches wird von nun an nur die kirchliche Organisation (die Gnesener Provinz, die alle polnischen Herzogtümer umfaßte).

**9. Regierungs- und Verwaltungsorganisation.** Die Regierungsgewalt ist in der Hand des Fürsten konzentriert; in wichti-

geren Angelegenheiten holt er den Rat der Vornehmeren ein. Zur Zeit Boleslaws des Tapferen existiert ein ständiger Rat von zwölf Männern, später werden zum Rat Würdenträger und Beamte überhaupt herangezogen, die von Zeit zu Zeit zu einer Versammlung (wiece) zusammentreten. Diese Versammlungen unterscheiden sich von den früheren altslavischen; sie sind nur eine Versammlung von Beamten, ohne genau bestimmte Kompetenz, ohne feste Termine der Zusammenkunft, ihr Rat bindet den Herzog nicht. Der wirkliche Einfluß der Versammlungen auf die Angelegenheiten des Staates wird um so größer, je geringer die Macht und die Bedeutung der Herrscher ist, immer größer also zur Zeit der Teilungen. Die Ausübung der Regierungsgewalt selbst beruht auf der persönlichen Erforschung der betreffenden Angelegenheiten von Seite des Herzogs und veranlaßt fortwährendes Bereisen des Landes. Die Wahl der Hauptstadt (Gniezno, d. h. Knezno, die herzogliche Burg), später Krakau. Teilweise läßt sich der Fürst von Beamten vertreten. Die Beamtenhierarchie ist eine zweifache: Hofbeamte und Beamte in den einzelnen Distrikten des Staates. Der älteste Hofbeamte ist, wie es scheint, der Piast, der Verwalter des herzoglichen Hofes. Wahrscheinlich unter Boleslaw dem Tapferen wurden neue Hofämter nach dem Beispiele des Abendlandes organisiert. Der Verwalter des Hofes wird zum *kmieć pałacowy* (*comes palatinus*), der gelegentlich den Herzog als Heerführer (*wojewoda*) und in Ausübung der Gerichtsbarkeit (Palatingerichte) vertrat. Der Kanzler. Der Truchseß. Der Mundschenk. Mit der Teilung des Reiches in Herzogtümer führt jeder Herzog eine ebensolche Hofhierarchie bei sich ein, daher eine größere Anzahl von Palatinen, Kanzlern u. ä. (zu gleicher Zeit); überdies entstehen weitere Ämter, wie Kammerherr. Richter, Stallmeister, Jägermeister, Bannerherr. Schwerträger u. ä. Die Verwaltung der einzelnen Distrikte leiten die Burgkmeten (*comes castri*, *comes castellanus*, daher später Kastellan). Die Burgen entstanden teils in der früheren, teils in der historischen Zeit, sie dienten zunächst zur Verteidigung, daher die meisten derselben an den Grenzen und nicht im Innern des Reiches erbaut sind; deswegen sind auch die den Burgen zugehörigen Distrikte von verschiedener Größe und entsprechen nicht immer den Stammes- oder Volksterritorien. Die Burg ist keine Stadt, weder in ökonomischer Bedeutung (Handels- und Verkehrszentrum) noch in rechtlicher (eine sich selbst verwaltende Gemeinde); sie unterliegt

unmittelbar der Gewalt des Grodkmeten wie auch die übrigen Ortschaften der Kastellanei. Der Grodkmete zieht die dem Herzog gebührenden Abgaben ein, übt die polizeiliche und gerichtliche Gewalt aus und ist Anführer des in der Kastellanei vorhandenen Truppenkontingents. Das Gebiet der Kastellanei zerfällt in Gesamtbürgerschaftsbezirke (*opola, vicinia*); es ist dies eine uralte Organisation, die eine größere Anzahl benachbarter Ansiedlungen (Territorialverband) umfaßt, welche einst das Recht der Verwaltung der Ortsangelegenheiten besaß, dieses Rechtes aber durch die starke herzogliche Gewalt beraubt wurde; sie erfüllt gegenwärtig nur folgende Funktionen: sie leistet entsprechende Abgaben, ist für die in ihrem Bezirke begangenen Verbrechen verantwortlich, wenn der Täter nicht entdeckt werden kann, und legt bei Grenzstreitigkeiten Zeugnis ab <sup>1)</sup>).

**10. Gerichtsverfassung.** Die Rechtspflege wurde auf allen Stufen vom Herzog oder im Namen desselben ausgeübt, das Urteil stammt immer von einer Person. Der Herzog richtet entweder auf dem Wiek (Wieegerichte) oder am Hofe (Hofgerichte), von Beamten umgeben, deren Rat ihn nicht bindet, da er das Urteil nach eigenem Gutachten fällt. Prinzipiell entscheidet er die wichtigsten Streitsachen, doch können vor seinen Richterstuhl auch minder bedeutende vorgebracht werden; ihm steht auch das Recht zu, im Falle eines Urteilscheltens zu erkennen. In Vertretung des Herzogs richtet gelegentlich der Palastkmete (Palatingerichte) oder der Hofrichter und Hofunterrichter. Auf den Burgen richten die freie Bevölkerung und in manchen Angelegenheiten auch die unfreie die Grodkmeten.

**11. Dienstleistungen und Abgaben des herzoglichen Rechtes.** Dieselben belasten vorzugsweise die unfreie Dorfbevölkerung. Bedeutendere Dienstleistungen: *a)* den Krieg betreffend: Krieg (Heerfolge), Verhau (das Fällen der Bäume in Wäldern, um den Durchzug der Feinde zu hindern), Bau und Ausbesserung der Burgen und Brücken, Wachdienst (Wache in den Burgen, später Geldleistung); *b)* die Erhaltung des Friedens und der Sicherheit betreffend: Alarm (*krzyk*), Verfolgung der Übeltäter (*ślad*); *c)* die Erleichterung der Kommunikation für den Herzog und dessen Be-

<sup>1)</sup> Die Genesis der Gesamtbürgerschaftsbezirke behandelt der Verfasser gegenwärtig teilweise in anderer Beleuchtung.

amten betreffend: Vorspann, Führen, Stellung von Geleitmannschaft; Aufnahme und Verpflegung des Herzogs mit seinen Beamten. Jagdpflichten: Treiben. Falke. Abgaben: Lieferungen von Ochsen, Kühen, Schweinen. Honig; Hornvieh-, Pflug-, Hof-, Rauchfangsteuer. Wurde die Abgabe in Getreide entrichtet, so hieß sie *osep*, wenn in Geld, *obraz (moneta)*. Gebühren: Brücken-, Marktsteuer Prozeßgebühren (*pomocne*) u. s. w.

**12. Kriegswesen.** Den Kriegsdienst verrichtet das Rittertum, das von dem Herzog am Hofe und auf den Burgen erhalten wird, außerdem wahrscheinlich im Notfall die Grundbesitzer; prinzipiell auch die unfreie, zum „Krieg“ verpflichtete Bevölkerung, doch wurde diese Verpflichtung selten geltend gemacht, höchstens bei feindlichem Überfall des Landes. Arten der Bewaffnung. Heeresorganisation nach Territorien, nicht nach Geschlechtern.

**13. Rechtsentwicklung.** Ausschließliche und vorwiegende Bedeutung des Gewohnheitsrechtes. Dessen Eigentümlichkeiten: Formalismus, Symbolistik, Einfachheit, Partikularismus. Der herzogliche Wille als ein das Gewohnheitsrecht umgestaltender und ergänzender Faktor, namentlich durch die von dem Herzog in der Verwaltung und Rechtspflege angewandte Praktik. Schwache Anfänge einer Gesetzgebung im eigentlichen Sinne des Wortes.

## II. Periode: Autonomie der Ständegemeinschaften.

**14. Übergang zur II Periode. Immunitäten und Entstehung der Autonomie.** Das Streben der einzelnen durch gemeinsamen Beruf mit einander verbundenen Gesellschaftsgruppen nach gegenseitiger Isolierung und Abschließung und nach Erlangung besonderer Rechte und Privilegien, d. h. nach Umgestaltung zu Ständen im eigentlichen Sinne des Wortes, wird gegenüber der infolge der Teilungen und gegenseitigen Kämpfe stets abnehmenden Macht der Herrscher hauptsächlich in der Form von Immunitätsprivilegien verwirklicht. Privilegien werden entweder als spezielle, nach derselben Norm in allen Fällen verliehen, oder aber als allgemeine ganzen Ständen erteilt. Die Immunität enthält zwei Hauptfreiheiten: sie befreit von den Diensten und Abgaben des herzoglichen Rechtes und entzieht den Privilegierten und seine Güter der Gewalt (namentlich der Gerichtsbarkeit) der herzoglichen Beamten, einige Dienstleistungen jedoch ausgenommen und unbeschadet der Verpflichtung, sich in den wichtigsten Angelegenheiten dem Urteils-

spruch der Herzogs zu unterwerfen. An Stelle davon entstehen im Bereiche eines jeden Standes besondere selbständige, von den Ständen gewählte Ämter. Autonomie im weiteren Ausmaß erhalten die Geistlichkeit, der Adel und die Städte, in engeren Grenzen auch der Bauernstand (selbständige Gerichtsbarkeit). Jeder Stand ist mit einer Reihe besonderer Rechte ausgestattet, die sonst verschiedenen Inhalt haben, ist aber in Erledigung seiner Angelegenheiten nach innen durchaus selbständig und von den anderen Ständen unabhängig. So entsteht das Gleichgewicht der Stände, d. h. das Gleichgewicht im Bereiche der gesellschaftlichen Gliederung selbst. Zugleich mit demselben entwickelt sich das Gleichgewicht zwischen dem gesellschaftlichen und staatlichen Element, denn inwiefern der Staat kein Recht hat, in die inneren Angelegenheiten der Stände einzugreifen, insofern existiert auch ein gewisser Bereich allgemeiner (staatlicher) Angelegenheiten, zu deren Verwirklichung die Stände beitragen müssen und die von einer besonderen staatlichen Beamtenhierarchie erledigt werden; dabei können die einzelnen Stände auf den Verlauf derartiger Angelegenheiten nicht einseitig einwirken. Das Verhältnis des Herrschers zu den Ständen beruht nicht auf einer Verabredung, das Wesen und die Quelle seiner Gewalt sind dieselben wie in der ersten Periode, nur durch die Privilegien entsprechend geschmälert.

**15. Kirche und Geistlichkeit.** Der Kampf um die kirchlichen Freiheiten zu Anfang des XIII. Jahrh. Das Recht der Ernennung (Investitur) der Bischöfe wird den Herzögen benommen und den Kapiteln zugesprochen (1207). Die Immunitätsprivilegien der polnischen Kirche v. 1211 und 1214—1215, ergänzt durch spätere besondere Privilegien. Die Organisation der polnischen Kirche. Metropolitanverbände: Gnesen, Lemberg; das Bistum Ermland. Legation und Primat des Erzbischofs von Gnesen und die damit verbundenen Rechte. Einschränkung der Kapitularwahlen der Bischöfe durch päpstliche Reservate im Laufe der Zeit. Das Recht, Bischöfe zu ernennen, wird im Laufe des XIV. und XV. Jahrh. von den Königen zurückgewonnen (Form: *litterae instantiales*), aber erst durch die Bulle des Papstes Sixtus V. v. J. 1589 ausdrücklich bestätigt. Die Kapitularwürden werden seit 1496 für den Adel reserviert, mit geringen Ausnahmen für Plebejer-Doktoren. Die kirchliche Verfassung: Statuten der Provinzialsynoden, seit dem XIV. Jahrh. auch der Diözesansynoden. In Bezug auf Gerichtsbarkeit gelang die Durch-

führung des sg. *privilegium fori* nicht (d. h. daß geistliche Personen ausschließlich nur geistlichen Gerichten unterstehen sollen), dagegen umfaßte dieselbe teilweise auch weltliche Personen, nicht nur *in causis mere spiritualibus*, sondern auch *in causis saecularibus spiritualibus annexis*. Durch das Edikt von Wieluń v. J. 1424 wurde den Urteilssprüchen der geistlichen Gerichte eine weltliche Subdiarexekution zuerkannt (aufgehoben 1563).

**16. Der Adel.** Verfall des früheren, von dem Herzog unterhaltenen Grodrittertums. Abhängigkeit des Kriegsdienstes vom Grundbesitz und zunehmende Verteilung der herzoglichen Güter zu Gunsten des Rittertums gegen die Pflicht, Kriegsdienste zu leisten. Die Güter des Rittertums erhalten Immunitäten, d. i. Befreiung von den Dienstleistungen und Abgaben des herzoglichen Rechtes und von der Gewalt der herzoglichen Beamten. Der Ritterstand wird zum Grundbesitzerstand und zugleich zum Adelsstand, mit Rücksicht auf die bevorzugte Stellung, die er in der sozialen Organisation eingenommen. Zunächst ruht in dieser Entwicklung der Schwerpunkt auf dem Sachprinzip: wer einen Grundbesitz hat, ist Ritter und Edelmann, nach Verlust desselben zählt er nicht mehr zu diesem Stande. Der Entwicklungsprozeß des Adels ist somit eine Zeit lang in vollem Gange, der Zutritt zum Adelsstand steht jedem frei. Mit der Zeit geht der Schwerpunkt auf das persönliche Prinzip über, d. h. die Zugehörigkeit zum Adelsstand wird erblich, vom Landbesitz unabhängig; von nun an Unterscheidung von seßhaftem und nicht seßhaftem Adel; von da an zieht auch Erwerb von Landbesitz an und für sich nicht die Zugehörigkeit zum Adelsstand nach sich. Der Adelsstand bildet nun eine abgeschlossene soziale Gruppe. Zum äußeren Kennzeichen der Zugehörigkeit zu diesem Stande werden (aus früherer Zeit herstammende) „Proklamationen“ der einzelnen Geschlechter (*zawołania*) und Wappen. Vorläufer der Wappen sind Siegelsinnbilder, die noch im XII. Jahrh. nicht nur bei einzelnen Geschlechtern, sondern auch bei ein und derselben Person wechseln konnten; erst seit der Hälfte des XIII., hauptsächlich aber seit dem Anfang des XIV. Jahrh. nehmen die Wappen im eigentlichen Sinne des Wortes eine feste Form an und verbreiten sich, indem sie von den einzelnen Geschlechtern willkürlich angenommen werden; sowohl die einen wie auch die anderen sind bloße Nachahmung des schon vordem im Abendland entwickelten Brauches. Die Organisation des Adels als eines beson-

deren Standes fällt also in Polen in eine verhältnismäßig späte Zeit (ins XIII. Jahrh.) und stützt sich auf abendländische Vorbilder. Redende Wappen, Buchstabenwappen, stumme Wappen (letztere, aus Strichen in verschiedenen Kombinationen bestehend, werden irrtümlich für Runenzeichen gehalten). Die Rechte des Adels: höchstes Wehrgeld und Buße, Steuerfreiheit, „Jreier“ Zehent, *neminem captivabimus*, Kriegsdienst gegen Entschädigung (nach Verlauf einer gewissen Zeit und im Auslande), ausschließlicher Zutritt zu den Ämtern, Unterordnung unter Land- und Königsgerichte. *Ius militare*. Erwerbarten der Adelszugehörigkeit: *a*) auf natürlichem Wege durch Geburt (Frage der adeligen Abstammung der Mutter), *b*) auf künstlichem Wege, durch Adoption von Seite eines Adelsgeschlechtes, oder durch Erhebung in den Adelsstand durch den König unter Erteilung seines eigenen, teilweise abgeänderten Wappens, somit eigentlich ebenfalls durch Adoption von Seite des Königs. Verlust der Adelszugehörigkeit. Das Włodykenrittertum (*włodycy, scartabelli*) besitzt nur den Halbadel (*media militia*), besonders die Hälfte des adeligen Wehrgeldes; die Rechtsstellung desselben, der Mangel an Wappen und Proklamationen, die Art der Ausübung des Ritterdienstes (einer für mehrere). Seine mutmaßliche Genesis: zurückgesetzte ökonomische Stellung in der Zeit des Entwicklungsprozesses der Adelsbildung und das daraus entspringende Unvermögen der Wappenannahme. Im XV. Jahrh. befindet sich diese Klasse bereits im Stadium der Zersetzung und geht sodann in den Bürger- und Bauernstand über<sup>1)</sup>.

**17. Bürgerstand und Städte.** Der Umschwung der kulturellen und ökonomischen Verhältnisse drängt zur Bildung größerer Industrie- und Handelszentren, wie sie kurz vordem in Deutschland entstanden waren; im Zusammenhange damit geht eine Expansivströmung von Deutschland nach Polen aus. So kommt es hier zur Gründung von Städten im eigentlichen Sinne des Wortes, anfangs in Anlehnung an die wichtigsten Burgen, dann an kleineren Orten, oft sogar in früheren Dörfern. Die Verwüstung des Landes durch die Mongolen ist nicht Hauptursache der Kolonisation nach deutschem Recht. Den Bürgern wurde in dem Gründungsprivilegium der Gebrauch des deutschen Stadtrechtes zugesichert, und zwar des eigentlichen Magdeburger

<sup>1)</sup> Die Genesis des Adels und der *Włodyken* wie auch die Bedeutung der Proklamationen bespreche ich jetzt in teilweise anderer Beleuchtung.

Rechtes oder gewisser Abzweigungen desselben, wie des Neumarkter (Środa) oder Kulmer Rechtes (letztenanntes hauptsächlich in Masovien und in den preußischen Ländern). Verhältnis der Kolonisten zu ihrem Grundherrn (nach Jahren der Abgabefreiheit festgestellter Zins für den zugewiesenen Grundbesitz); ihr Verhältnis zur Staatsgewalt beruht auf dem Prinzip der Immunität. Anfangs besteht als einzige Behörde in der Stadt der Vogt (*advocatus*), der auch gewöhnlich die Gründung der Stadt besorgt. Seine Gewalt, mit einer Reihe von erblichen Vermögensrechten verbunden, wird selbst erblich und macht seine Stellung sowohl dem Herrn wie auch den Bürgern gegenüber unabhängig. Das Streben der Städte nach Bildung autonomer Stadtorgane im eigentlichen Sinne. Entstehung von Stadträten (Räte mit dem Bürgermeister an der Spitze). Neuer und alter Rat. Im Laufe der Zeit wird die Ratswürde zu einer lebenslänglichen. Wirkungskreis des Stadtrats: Gesetzgebung in Stadtangelegenheiten, Verwaltung, Polizei und teilweise Gerichtsbarkeit. Der Vogt mit den Schöffen, von der Stadt gewählt, ist auf die Ausübung der Gerichtsbarkeit beschränkt, da er aber auch jetzt noch der Stadt gegenüber unabhängig ist, so kaufen diese hie und da Vogteien ab, übertragen die Rechte des Vogtes auf sich selbst und setzen von da an Vögte als von ihnen abhängige Stadtfunktionäre ein. In kleineren Städten lassen es die Grundherrschaften nicht zur Entwicklung von Stadträten kommen, und kaufen selbst die Vogteien ab, wodurch sie daselbst eine weitgehende Gewalt gewinnen. Daher die Unterscheidung von Städten und Städtchen (*civitas, oppidum*). Die Organisation des mittelalterlichen Handels und Gewerbes stützt sich auf das Prohibitionsprinzip (Gegensatz zum Prinzip der freien Konkurrenz); Ausnahmen sind nur im Interesse der betreffenden Stadt zulässig, z. B. bei dem sogen. Stapelrecht, wo fremde Kaufleute verpflichtet waren, durch eine gewisse Zeit in der Stadt, in die sie gekommen waren, ihre Waren zu verkaufen, jedoch nur *en gros*, um die Bedürfnisse der am Ort befindlichen Kaufleute zu befriedigen. Organisation der Zünfte nach abendländischem Vorbild. Die Zunft: Zwangsvereinigung von Handwerkern derselben Kategorie. Aufnahmebedingungen in die Zunft: Lehr- und Gesellenjahre. Ausführung des Meisterstücks. Die Verwaltung: Zunftmeister, Zunftversammlungen. Die Zunftorganisation bezweckt den Interessen der Konsumenten und Produzenten gerecht zu werden: Einkauf von Rohmaterial und Verteilung desselben

unter die Meister zu gleichem Preise, Beschränkung der Gesellenzahl und eine feste Norm ihres Lohnes. Feststellung der Preise für die Erzeugnisse. In der Zunftorganisation ruht der Hauptnachdruck auf dem Recht auf Arbeit und der Zusicherung eines gleichmäßigen Erwerbes für ein jedes Zunftmitglied.

**18. Der Bauernstand.** Schattenseiten der bisherigen Landwirtschaft: Mangel an Besiedelung weiter Länderstrecken und bedrängte ökonomische und rechtliche Lage der früheren Landbevölkerung. Die Kolonisation, die vor allem früheres Unland umfaßt, geht anfangs von vlämischen und deutschen Ansiedlern seit dem Anfang des XIII. Jahrh. aus, zuerst in Schlesien, dann in anderen Teilen Polens, im Laufe der Zeit bei wachsender Beteiligung des polnischen Bauernelementes, auf Grund von Verträgen, die zwischen dem Herrn und den Ansiedlern geschlossen wurden (Ansässigkeitsprivilegium). Folgen der Kolonisation: Bewirtschaftung des bis jetzt un bebauten Landes, Getreidehandel. Die Kolonisten erhalten Immunitäten, die Gerichtsbarkeit über sie übernimmt der Schultheiß mit den Dorfschöffen; er besorgt gewöhnlich die Gründung des Dorfes und erhält eine Ausstattung in freien Hufen, Anteil an den Abgaben und Gerichtssporteln u. a. Es sind dies Vermögensrechte, die in der Schultheißenfamilie erblich sind; daraus erfolgt auch die Erblichkeit der Schultheißenwürde als Amtes. Dadurch wird der Schultheiß, ähnlich wie der Vogt in der Stadt, dem Grundherrschaft sowohl als auch den Dorfeinwohnern gegenüber unabhängig. Die zu Gemeinden organisierten Ansiedlungen erhalten deutsches Stadtrecht: das Magdeburger, Neumarkter oder Kulmer Recht. Das privatrechtliche Verhältnis zum Grundherrschaft: Einteilung der Dörfer in Hufen, in einer ungefähr regelmäßigen Figur, mit einem durch die Mitte geführten Weg, an dem die Höfe erbaut werden; der Ansiedler erhält gewöhnlich eine Hufe; hinter den Bauernhufen erstreckt sich häufig eine unbedeutende Zahl von Hufen (z. B. zwei), die für die Meierhofwirtschaft des Grundherrschaft bestimmt sind (Überschar, *obszar*); gemeinschaftliche Benutzung des Weidelandes. Die freien Ansiedler erhalten ein Erbzinsrecht an den Boden, nach Verlauf der sog. Freiheitsjahre zahlen sie dem Grundherrschaft einen Jahreszins in Geld (Zinswirtschaft), unbedeutende Abgaben in Naturalien und leisten jährlich 2 bis 5 Tage Robot bei Bestellung der Meierhoffelder. Vorteile der Kolonisation für den Grundherrschaft, den Schultheißen und die Ansiedler. Ausstattung frü-

herer polnischer Dörfer mit deutschem Recht mit derselben Rechtsorganisation wie in der vorhergehenden Gruppe. Bedeutung des Ausdrucks *kmieć*, der sich jetzt zur Bezeichnung der Landbevölkerung einbürgert. Das Freizügigkeitsrecht der Bauern ist nur durch wirtschaftliche Rücksichten beschränkt; Bauernsöhne können ohne weiteres auswandern, nur die selbständigen Bauern unterliegen in dieser Hinsicht Einschränkungen (jährlich zwei, Rückerstattung der Kostenauslage oder Unterstützung von Seite des Grundherrn, Bezahlung des rückständigen Zinses und des Abfahrtsgeldes). Das Übersiedlungsrecht für ganze Dörfer ist ausnahmsweise zulässig. Dörfer mit wallachischem Recht, mit Knäsen (als Schultheißen) an der Spitze.

**19. Die Gerichtsverfassung in Städten und Dörfern mit deutschem Recht.** Niedere Gerichtsbarkeit: Schöffen- Vogt- oder Schulzengerichte, in Angelegenheiten der Städter, ev. der Bauern, jedoch mit Ausschluß wichtigerer Strafsachen; diese waren den Gerichten des Grundherrn zugewiesen, die gemeinschaftlich mit den Ortsschöffen und dem Vogt oder Schultheißen abgehalten wurden (große Dinge, *wielkie roki*, dreimal im Jahre). Die Vögte und Schultheißen selbst verantworten sich vor dem Lehnsgesicht (Vorsitzender ist der Grundherr, die benachbarten Vögte oder Schultheißen sind Schöffen). Entstehung ständiger Lehnsgesichte in den herzoglichen Gütern und größeren Privatgüterkomplexen (besonders geistlichen) und die stufenförmige Erweiterung ihres Wirkungskreises über Angelegenheiten, die vordem auf dem großem Ding (*roki*) gerichtet wurden, ebenso über Appellationssachen von den niederen Schöffengerichten. So entstehen Oberhöfe deutschen Rechts, sei es königliche (Krakau, Sandomir u. ä.), sei es private. Appellationsrecht üben indessen anfangs auch andere Gerichte: die Schöffengerichte größerer Städte denen kleinerer Städte gegenüber, Stadträte den Schöffengerichten derselben Stadt gegenüber, endlich Schöffengerichte deutscher Städte, die von Magdeburg und Halle. Reform der höheren Gerichtsverfassung, durchgeführt von Kasimir dem Großen im J. 1361 (1356): in dem Oberhofe deutschen Rechts auf der Krakauer Burg wird die höhere Gerichtsbarkeit für das ganze Land nicht nur was die königlichen, sondern auch was Privatbesitzungen anbetrifft, konzentriert; über diesem steht als letzte Instanz das „Gericht der sechs Städte“ als königliches Kommissargericht. Teilweises Mißlingen der Reform: die früheren königlichen

und privaten Lehnserichte bleiben bestehen, überdies entstehen neue als zweite Instanz: der Krakauer Oberhof wird zur dritten, das Gericht der sechs Städte zur vierten Instanz. Im weiteren Entwicklungsgange konkurriert die eigentliche königliche Gerichtsbarkeit mit derjenigen des Gerichtes der sechs Städte.

**20. Die herzogliche und königliche Gewalt. Die Union Litauens mit Polen. Die Lehnsländer.** Im XIII. Jahrh. erhält sich die Einteilung in Sonderherzogtümer. Bestrebungen, Polen zu vereinigen (Heinrich der Bärtige, Heinrich der Fromme, Heinrich von Glogau), die ersten Krönungen (Przemysl II. Wenzel II), schließliche Begründung des Königtums seit Łokietek nach erfolgter Vereinigung der polnischen Gebiete mit Ausnahme von Schlesien, zeitweilig von Kujavien und durch längere Zeit von Masovien (endgültig bis 1526). Vereinigung Litauens mit Polen seit 1386 (Union in Krewa 1385). Es ist dies nur eine Personalunion, sie findet ihren Ausdruck in dem gemeinschaftlichen Regenten. Sonderstellung Litauens: ein eigener litauischer Großfürst, dem gegenüber der polnische König die Stellung eines litauischen Oberherrn einnimmt. Die Großfürsten setzt anfangs der König selbst ein, später die litauischen Herren mit seiner Zustimmung, schließlich sogar diese allein gegen seinen Willen. Das Verhältnis des polnischen Königs als Oberherrn zu dem litauischen Großfürsten ist inhaltlich nicht genau bestimmt, es ist abhängig von der Gestaltung der Verhältnisse und der Individualität der Fürsten; unter Umständen erwachen bei den letzteren separatistische Bestrebungen (Witolds Versuch, sich zu krönen). Um die drohende Gefahr der Sprengung des Bundes zu beseitigen, beschließt die Mielniker Union v. 1501, daß in beiden Staaten *unum caput, unus rex* sein solle; von da an gibt es keine besonderen litauischen Großfürsten. Die Art der Erledigung der gemeinschaftlichen Angelegenheiten wurde in der Union zu Horodlo 1413 festgestellt: ein *parlamentum* in Lublin oder Parczow als internationaler Kongreß von Delegierten beider Staaten. Trotz der losen Personalunion erfolgt in Litauen die Assimilation sozialer und politischer Einrichtungen nach polnischem Vorbild: die Bojaren erhalten durch massenhafte Adoption zu den Wappen (1413) polnisches Adelsrecht, es entstehen Städte mit deutschem Recht, teilweise assimiliert sich die Organisation des Bauernstandes. Es entstehen analoge Hof- und Staatsämter, ein ähnliches Verwaltungssystem u. s. w. Lehnsländer. Masovien seit 1355, anfangs nur den Königen aus dem

Hause der Piasten, seit 1425 der Krone Polen untertan. Das Ordensland Ermeland. Die Moldau (nördlicher Teil der Wallachei). Pflichten und Rechte der Lehnsfürsten.

**21. Die Thronfolge.** Die Idee der Oberherrschaft des Krakauer Großfürsten über die anderen Piasten in den Teilgebieten verfällt zu Anfang dieser Periode. Sonst beruht die Erbfolge (im XIII Jahrh. zur Zeit der Teilung in Einzelgebiete) noch immer auf denselben Grundsätzen wie vordem <sup>1)</sup>. Soll mangels von Deszendenten die Erbfolge auf die Nebenverwandten übergehen, werden bereits öfters von höheren Ständen Piastenfürsten auf den Thron berufen; es ist dies keine Wahl in der eigentlichen Bedeutung, sondern nur eine Ernennung des Nachfolgers in Ermangelung einer Vorherbestimmung durch den Vorgänger. Die Thronfolge der Przemysliden und des Hauses Anjou. Ludwig wird auf den Thron berufen nicht als Wahlkönig, sondern als Begründer einer neuen Erbdynastie (in männlicher Linie). Hedwig, als Tochter, mußte speziell anerkannt werden (Vertrag zu Kaschau 1374), abermals jedoch nicht für ihre Person allein, sondern als Begründerin (mit dem zukünftigen Gemahl) einer neuen Erbdynastie. Als dies nicht gelang, war nach ihrem Tode die erneute Wahl Jagiello ebenfalls nicht eine Wahl der Person, sondern des Repräsentanten einer Erbdynastie. Die Söhne Jagiello (aus vierter Ehe) besaßen prinzipiell das Thronfolgerecht; die Verträge des Vaters, einem von ihnen den Thron zu sichern (die Privilegien von Brześć, Krakau, Jedlna, 1425—1433) stürzen selbst das Prinzip der Erblichkeit um. Der erste Wahlkönig in des Wortes eigentlicher Bedeutung ist somit Wladislaus III (Jagiello Sohn) und von da an wird das Wahlkönigtum in Polen begründet. Das Wahlrecht entfernt die Möglichkeit einer Reichsteilung. Trotz des bestehenden Wahlkönigtums erhält sich das Geschlecht der Jagellonen bis zu seinem Aussterben in ununterbrochener Folge auf dem polnischen Thron infolge seines Erbrechtes auf Litauen; um die Union mit Litauen aufrechtzuerhalten, wählte man zu Königen konsequent die Jagellonen. Das Recht, an der Königwahl teilzunehmen, steht den Senatoren und dem ganzen Adel, auch den Städten zu (letzteren durch

<sup>1)</sup> Wobei teilweise das Recht der Frauen als der Vermittlerinnen bei Übertragung des Erbrechtes auf ihre Männer oder ihre männlichen Nachkommen anerkannt wurde.

Abgesandte); die Herren besitzen den Haupteinfluß bei der Wahl. Der Anteil Litauens. Seit Begründung des Wahlkönigtums Bedingung der Ausübung der Staatsgewalt: Bestätigung der Reichsprivilegien und der Krönungseid.

**22. Landämter. Länder und Bezirke.** Die seit den Zeiten Łokieteks zu einem Staatsganzen vereinigten Teilgebiete bewahren ihre Selbständigkeit als besondere Verwaltungseinheiten unter dem Namen von Ländern (am Schlusse der Periode taucht bereits die Benennung: Wojwodschaft auf). Zugleich sichern sie sich territoriale Selbstverwaltung durch Umgestaltung der früheren Hof- und Kastellanämter in Landämter, d. h. in autonome Ämter, die von dem Adel besetzt werden und Landesinteressen wahren. Diese Umbildung des Charakters der Ämter hatte zur Folge, daß manche derselben nunmehr bloße Titularämter werden (z. B. Truchseß, Mundschenk), andere ihre früheren Funktionen häufig wechseln; so wird z. B. der Unterkämmerer zum Grenzrichter; einige Ämter erhalten neue Rechte, so z. B. der Wojwode das Recht, die von dem König Verfolgten in seinen „Wojwodenschutz“ zu nehmen. Einteilung in Würdenämter und eigentliche Landämter. Einführung der Landhierarchie in neu erworbenen Ländern (Litauen, Preußen). Die Länder im engeren Sinne (Bezirke).

**23. Die Starosten.** Zur Zeit Wenzels II. werden sie zum ersten Mal als Vertreter des abwesenden Königs eingesetzt, je einer für Kleinpolen, Großpolen und Kujavien. Nach Wiedergewinnung des Thrones durch die Piasten fiel das Bedürfnis der Vertretung weg, doch wurde das Amt als königliches Vollzugsorgan beibehalten, zumal die früheren Ämter des Regenten (Hof- und Kastellanämter) sich in Landämter umgewandelt hatten. Starosten in neu erworbenen Ländern: Reußen, Preußen. Entstehung der Bezirksstarosten und ihr Verhältnis zu den früheren Provinzialstarosten als zu Generalstarosten. Der Generalstarost von Großpolen bewahrt seine ursprüngliche Bedeutung. Amtsbefugnis der Starosten: Vollstreckung der königlichen Aufträge (*brachium regale*), die Polizeigewalt, die Gerichtsbarkeit in Straf-, bei weiterer Entwicklung teilweise auch in Zivilsachen, Verwaltung der königlichen Güter. Grodstarosteien (mit Gerichtsbarkeit) und Starosteien ohne Gerichtsbarkeit (*niegradowe*, Tenuten).

**24. Hof- und Staatsämter.** An Stelle der früheren Hofämter in den Teilgebieten, die in Landämter umgewandelt worden sind,

tritt nun ein einziger königlicher Hofämterorganismus, dessen Zusammensetzung teilweise von der früheren abweichend ist. Marschall, Kanzler, Unterkanzler, Schatzmeister, Kämmerer, Hofmeister, Truchseß, Küchenmeister, Stallmeister. Einige dieser Ämter waren zugleich Staatsämter (Leitung entsprechender Ressorts der Staatsverwaltung). Deren Amtsbefugnis. Das Gesetz v. J. 1504. Besondere Hof- und Staatsämter in Litauen, vorwiegend nach dem Vorbilde der Kronämter eingerichtet.

**25. Wiece. Generaltage. Senat. Landtage. Reichstag.** Trotz der Beschränkungen, denen in dieser Periode die herzogliche Macht unterlag; blieben doch Grundlage und Inhalt derselben unverändert, und sie umfaßte die gesetzgebende, verwaltende und gerichtliche Gewalt. Faktisch jedoch mußte der Herzog (im XIII. Jhdt.) bei Ausübung derselben die Unterstützung und Mitwirkung höherer Stände in Anspruch nehmen. Das Organ der letztgenannten ist zur Zeit der Teilungen wie auch vordem die Versammlung, Wiece. Es ist dies eine Versammlung von Würdenträgern und Beamten eines gewissen Teilgebietes (kein Repräsentativkörper), ohne bestimmten Wirkungsbereich, obwohl von dem Herzog gewöhnlich zur Mitwirkung in wichtigeren Angelegenheiten der Gesetzgebung, Verwaltung und Gerichtspflege (die übrigens von dem Fürsten selbständig erledigt werden konnten) zusammenberufen, ohne feste Versammlungstermine und nur mit dem Rechte der beratenden Stimme (nicht mit entscheidendem Stimmrecht) ausgestattet. Faktisch müssen die Herzöge infolge ihrer durch die Teilungen stets abnehmenden Gewalt meistens den Willen der Versammlung berücksichtigen. Nach Vereinigung des Reiches gehen die Funktionen der Teilgebietsversammlungen auf ein anderes Organ über; die Wiece erhalten sich von nun an in den einzelnen Ländern nur als autonomes Organ aufrecht, das die höhere Landgerichtsbarkeit und die lokale Gesetzgebung ausübt (*lauda*); das Recht der Beteiligung steht hier den Landbeamten zu. Zur Erledigung allgemeiner Staatsangelegenheiten entsteht zur Zeit der Jagellonen die sog. *conventio generalis* (Generaltag), nach dem Vorbilde der früheren Teilgebietsversammlungen, unter Beteiligung der Beamten aus dem ganzen Reiche; die niederen Beamten verlieren hier jedoch bald das Recht der Beteiligung und es bleiben nur: 1) die Vasallen des Reiches, 2) die Erzbischöfe und Bischöfe, 3) die Wojwoden und Kastellane, 4) die Staatsbeamten. Diese vier Gruppen vertreten verschiedene

Interessen: die der Lehnsländer, der Kirche, der einzelnen Länder und der Regierung; im allgemeinen ist dies ein Staatsorgan mit aristokratischem Gepräge. Der Wirkungskreis dieser Versammlung ist fast noch unbestimmt, fast jede der hier geprüften Angelegenheiten konnte prinzipiell von dem König selbständig entschieden werden, doch die wachsende Bedeutung der Vornehmen des Reichs und das sinkende Ansehen der Jagellonen bewirken, daß keine wichtigere Staatsangelegenheit ohne Beteiligung des Generaltages erledigt wird; speziell werden hier die Gesetzgebung ausgeübt und wichtigere Regierungs- und Gerichtsangelegenheiten erledigt. Die auf dem Tage versammelten Würdenträger haben keine entscheidende Stimme, sondern nur eine beratende, daher ihre Benennung: die Herren des Rats, später der Senat. Das Bestreben des Adels, auf die Staatsangelegenheiten Einfluß zu gewinnen. Entstehung der Landtage. Das Statut von Nieszawa 1454 verlangt Bestätigung der Landtage bei Erlaß von Gesetzen und bei Berufung des allgemeinen Aufgebotes. Die Landtage erwerben also sofort eine entscheidende Stimme in Sachen der Gesetzgebung. Später entsenden die Landtage ihre Boten zu den Generaltagen. Durch die Verbindung der drei Elemente: des Königs, des Senats und der Botenkammer entsteht (gegen Ende des XV. Jahrh.) der Reichstag. Auf dem Reichstag hat vorläufig der Senat, wie auch früher, eine beratende, die Landboten eine entscheidende Stimme, und zwar in dem Maße, daß der Widerspruch eines einzelnen von ihnen als Vertreters des ganzen Landtages im Sinne des Statuts von Nieszawa eine Beschlußfassung unmöglich machte (Prinzip des späteren *liberum veto*). Die Städte durften anfangs ebenfalls Boten absenden, doch machten sie von diesem Rechte nur geringen Gebrauch. Das Gesetz von Radom *Nihil novi* 1505 führt die endgültige Organisation des Reichstages durch, spricht das Recht der Beteiligung an demselben nur dem König, den Senatoren und den Landboten zu (mit Ausschluß der Abgesandten der Städte), und erteilt in Angelegenheiten der Gesetzgebung nicht nur den Landboten, sondern auch dem Senat eine entscheidende Stimme; in Bezug auf die Regierungs- und Gerichtsangelegenheiten, die auf dem Reichstag erledigt werden, bleibt es beim alten (Beteiligung nur des Senats und nur mit beratender Stimme).

**26. Konföderationen.** Es sind dies selbständige Organisationen der Gesellschaft oder gewisser Stände zur Verwirklichung allge-

meiner Ziele, denen die Kräfte des mittelalterlichen Staates nicht gewachsen waren. Sie vertreten somit die Regierung in gewissen, prinzipiell auf ihr lastenden Funktionen, doch können sie sich auch gegen die Regierung wenden. Sie sind eine Nachahmung der Bündnisse, die vordem im Abendlande oftmals zu Stande kamen (Bünde, Hansen, Kolligationen, Konföderationen). Die ältesten sind die Konföderationen der Städte (im Anfang des XIV. Jahrh.); in die Mitte des XIV. Jahrh. fällt bereits die erste Ritterkonföderation.

**27. Gerichtsverfassung.** Es sind hier drei Abzweigungen zu unterscheiden: Land- Starosten- und königliche Gerichtsbarkeit, jede mit gewissen weiteren Abzweigungen. Zur ersten gehören: die eigentlichen Landgerichte (*roki, roczki*; Richter, Unterrichter und Landschreiber, vertreten durch die Kämmerer, mit den Assessoren als Beirat); Kadenzen; die Distrikte haben entweder besondere Gerichte, oder ein gemeinschaftliches Wojwodschaftsgericht bereit die Distrikte der Reihe nach. Kompetenz: Angelegenheiten des Landrechtes von geringerer Bedeutung, die anderen Gerichten nicht vorbehalten waren; 2) die Unterkämmerergerichte für Grenzstreitigkeiten, ohne festen Sitz, am strittigen Ort abgehalten; 3) die während der Wieceversammlungen abgehaltenen Gerichte (*roki wielkie*), mit dreimaliger Kadenz im Jahre in den einzelnen Wojwodschaften, später einmal im Jahre, bei Beteiligung aller Würdenträger und Landbeamten (auch des Richters und Unterrichters); den Inhalt des Urteils beeinflussen vor allem die höchsten Würdenträger; sie richten in Erbschaftssachen, in wichtigeren Angelegenheiten (Streitobjekte höheren Wertes), außerdem entscheiden sie Appellationen. Die Starostengerichtsbarkeit umfaßt: 1) die eigentlichen Grodgerichte, von den Starosten oder ihren Beamten (Unterstarost, Burggraf, Richter und Grodschreiber) abgehalten, vor allem für Kriminalsachen (die vier Artikel), später auch in minder wichtigen Strafsachen und schließlich in Zivilsachen, besonders in Provisorialstreitigkeiten; die Erweiterung der Jurisdiktion (im Verhältnis zu den Landgerichten) hängt mit den häufigeren Grodkadenzen zusammen. Endgültige Einteilung in a) Starostengerichte (*roki starościńskie*) unter Vorsitz des Starosten für die vier Artikel, je sechs Wochen, und b) Klagegerichte (*roki skargowe*) unter Vorsitz des Unterstarosten oder Grodrichters für minder wichtige Streitsachen je zwei Wochen. 2) Justizgerichte (seit Wenzel II) für Kriminalsachen, besonders bei Ergreifung des Verbrechers auf frischer Tat; allmäh-

licher Verfall des Justiziamtes und Umwandlung desselben in das Instigatorenamt. Die königliche Gerichtsbarkeit umfaßt: Appellationssachen, wichtigere Kriminalfälle, Disziplinargerichtsbarkeit gegen die Beamten und Gerichtsbarkeit in Fiskalangelegenheiten. An dem königlichen Gericht nehmen außer dem König die Senatoren als Beisitzer (*assessores*) teil und auch das am Orte befindliche Landgericht als das die Verhandlungen leitende Organ. Wenn der König auf die Senatoren als seine Stellvertreter den Urteilspruch überträgt, so ist von einem Assessorengericht die Rede. Die königlichen Gerichte: *a*) Hofgerichte, die sei es wo immer im Reiche abgehalten wurden, und *b*) Reichstagsgerichte; Kompetenzunterschiede sind noch nicht vorhanden. Kommissargerichte, als Organe, welche den König in der Ausübung der richterlichen Gewalt von Fall zu Fall vertreten, zusammengesetzt aus beliebig gewählten Würdenträgern oder Beamten zur Erledigung gewisser besonderer Angelegenheiten.

**28. Finanzwesen.** Die Abgaben und Leistungen der unfreien Bevölkerung aus der vorhergehenden Periode hören infolge der Immunitätsprivilegien auf. Hauptquelle der Staatseinkünfte sind die umfangreichen königlichen Güter, die entweder unmittelbar (durch Prokuratoren), oder mittelbar verwaltet, d. h. gegen Erlegung eines festgesetzten jährlichen Pachtzinses den Starosten zum Nießbrauch übergeben wurden. Die Grodstarosteien (verbunden mit der Ausübung der Amtsgewalt) und die Starosteien ohne Gerichtsbarkeit (*Tenuten*) wurden als *panis bene merentium* auf Lebenszeit verliehen. Die unmittelbar verwalteten Liegenschaften heißen Prokuratorien oder später Ökonomien. Verschwendung der Krongüter zur Zeit der Jagellonen durch Überweisung derselben auf Lebenszeit, durch Verpfändungen (die gewöhnlich nicht eingelöst wurden) und durch Verkauf. Einschränkungen, die Veräußerung der Krongüter betreffend; Statuten v. 1454 (Integrität der Starosteien) und v. 1504 (Todsatzung), die Basis des späteren Exekutionsprogramms. Erträge der Salinen und Bergwerke. Die Münze. Steuern. Ordentliche Steuer: Hufensteuer (*poradlne, królestwo*), in dem Privileg von Kaschau 1374 bestätigt, zahlbar (zu 2, ausnahmsweise 4 Groschen) von den Bauernhufen der Adelsgüter und der Besitzungen der Geistlichkeit. Außerordentliche: *Pobór*, Grundsteuer, die laut besonderem Beschluß der Land-, General- und Reichstage in einer gewissen Vervielfachung der Hufensteuer, z. B. 6, gewöhnlich 12 Groschen von der

Hufe, eingetrieben wurde. *Subsidium charitativum* der Geistlichkeit, das in besonderen Bedarfsfällen einmalig zuerkannt wurde. Städtesteuer (*szos*), eine Abgabe der Städte, die anfangs für die Zwecke der Stadt verwendet, später aber durch Beschluß der General- und Reichstage entweder von den Häusern oder dem Einkommen der Städter für Staatszwecke bestimmt wurde. Kopfsteuer der Juden. Indirekte Abgaben: Zoll, der nicht nur an den Grenzen, sondern auch im Gebiete des Staates von der Durchfuhr von Waren erhoben wurde; der Adel ist seit 1496 vom Zoll befreit. Zapfengeld (*cisa, accisa, ducilla*), eine Propinationssteuer. Der königliche Fiskus wird noch nicht in Staatsschatz und königliches Privateigentum eingeteilt.

**29. Kriegswesen.** Der Kriegsdienst ist an den Landbesitz geknüpft, wird persönlich geleistet, ausnahmsweise durch Stellvertreter (von Geistlichen, Greisen, Kranken, Frauen, Kindern), bei Konfiskationsstrafe, im Verhältnis zur Größe des Besitztums; die Grundeinheit ist wahrscheinlich der Besitz von zehn Hufen. Deswegen stellen auch die *włodycy* für mehrere nur einen Krieger. Die Vögte und Schultheißen leisten ebenfalls Kriegsdienst. Das versammelte Rittertum bildet das allgemeine Aufgebot; für längeren Kriegsdienst oder einen Kriegszug ins Ausland gebührt eine Entschädigung. Das Recht der Zusammenberufung des allgemeinen Aufgebotes steht dem König zu, seit 1454 mit Erlaubnis der Landtage, doch wurde 1501 diese Einschränkung aufgehoben. Die Einberufung erfolgt durch dreimalige Austragung der Gerten (an langen Ruten befestigte, mit dem Kronsigel authentisch bezeichnete Patente, *wici*). Einteilung in Abteilungen nach den einzelnen Ländern, sog. Landfahnen, unter Anführung der Wojwoden bzw. Kastellane. Geschlechtsfahnen treten seit Kasimir dem Großen auf als Nachahmung des ungarischen Bannersystems. Hauptanführer, seit Ende des XV. Jahrh. die Hetmans. Unzulänglichkeiten des allgemeinen Aufgebots, Wechsel der Taktik und Kriegsführung (Bedeutung des Fußvolkes). Soldtruppen, Soldaten. Söldner seit dem Anfang des XV. Jahrh. Aufkommende Keime eines stehenden Heeres, das von dem König vorwiegend in Reußen unterhalten wurde als sog. *obrona potoczna*.

**30. Rechtsentwicklung.** Schwache Entwicklung der Gesetzgebung im XIII. Jahrh. und deren Ursachen; sie nimmt zu nach Vereinigung des Reiches. Zwei Formen der Gesetzgebung:

Landprivilegien und Statuten. Erstere enthalten hauptsächlich Konzessionen der Regenten zu Gunsten der Gesellschaft (Staatsrecht), letztere betreffen zunächst das judizielle Recht, obwohl beide häufig in einander greifen. Die Statuten Kasimirs des Großen, deren Plan und Charakter, spätere Ergänzungen derselben und weitere Statuten der General- und Reichstage. Landprivilegien: von Ofen, Kaschau, Krakau, Jedlna, Nieszawa u. a. Die masovische Gesetzgebung. Autonome Gesetzgebung der Länder: Wiecebeschlüsse (*lauda*). Die Gesetzgebung in Litauen. Statut (*sudiebnik*) Kasimirs des Jagellonen. Bedeutung des Gewohnheitsrechtes. Das Rechtsbuch von Elbing (XIII. Jahrh.), Gerichtsartikel (XV. Jahrh.). Mittelalterliche Übersetzungen der Statuten. Gedruckte Sammlungen: Syntagmata, das Statut Łaskis.

### III. Periode: Die Adelsrepublik.

#### 31. Übergang zur dritten Periode. Die Adelsrepublik.

Das Streben des Adels nach Suprematie in der sozialen und staatlichen Organisation Polens untergräbt bereits in der zweiten Hälfte des XV. Jahrh. das Gleichgewicht der Stände, und offenbart sich nicht so durch Erwerb neuer Rechte durch den Adel, als vielmehr durch Einschränkung der Rechte der niederen Stände (der Städter und Bauern), insbesondere dadurch, daß dem Adel Einfluß auf die Angelegenheiten der unteren Stände, die vordem von denselben selbständig erledigt wurden, zugesichert wird. Es erfolgt also eine Lähmung des früheren Gleichgewichtes auf dem Gebiete der sozialen Organisation; und da gegenwärtig der Adel (in Verbindung mit der adeligen Geistlichkeit) sich zur einzigen Macht im Staate, gegen welche die Könige nirgends eine Stütze finden konnten, emporgeschwungen hat, so subordiniert er sich auch das Staatswesen in der Weise, daß zwischen dem staatlichen und dem sozialen Element ebenfalls zu Gunsten des letzteren ein Bruch des Gleichgewichtes die Folge ist. Die Verfassung Polens, die sich aus diesen Verhältnissen entwickelt hat, bezeichnen wir als Adelsrepublik.

32. Der Adel. Strenge Abschließung des Adelsstandes. Geburtsadel, Frage der adeligen Abstammung der Mutter, ebenso der illegitimen Kinder. Erschwerungen bei Erhebung in den Adelsstand auf nicht natürlichem Wege: Nobilitierung ist seit 1578 nur durch Reichstagsbeschluß zulässig und muß seit 1601 in Reichstagsgesetze eingetragen werden; Adoption zu den Wappen wird verboten.

Rechte der *militēs scartabelli* (beschränktes Adelsrecht) für Neugeadelte. Das Indigenat: Verleihung des polnischen Adels an adelige Ausländer, ebenfalls nur durch Reichstagsbeschluß zulässig (ausdrücklich seit dem Jahre 1641). Adel der Professoren der Krakauer Akademie (1535). Frage der Erhebung neubekehrter Juden in den Adelsstand. Verlust des Adels (Ehrlosigkeit, Handel). Verbot, höhere (fürstliche, gräfliche) Titel zu führen mit Ausnahme der litauisch-reußischen Fürstengeschlechter, als Folge des im polnischen Recht aufgestellten Prinzips der Gleichheit aller Adeligen.

**33. Verfall der Städte.** Um die dem Adel durch die Städter in der Landwirtschaft gemachte Konkurrenz zu beseitigen, wird 1496 das Verbot des Landgüterkaufs durch die Städter erlassen; Ausnahmen sind nach späteren Gesetzen nur zu Gunsten der bedeutendsten Städte zulässig. Das Recht der Preisbestimmung der Waren wird den Stadtobrigkeiten genommen und den Adelsämtern, vornehmlich den Wojwoden übertragen, was teilweise den Verfall der Zünfte und der Gewerbe zur Folge hat. Schädliche Einwirkung auf den Städtehandel durch Befreiung des Adels von der Entrichtung des Zolles. Das Stapelrecht wird insofern modifiziert, daß auch Kleinhandel (1507—1538) zugelassen wurde, wodurch den Städtern Konkurrenz von Seiten der fremden Kaufleute erstand. Die im Lande selbst erzeugten Waren dürfen nicht von Inländern, sondern nur von fremden Kaufleuten über die Grenze ausgeführt werden (1565). Die Eroberung der östlichen Handelskolonien durch die Türken, Einfälle der Feinde in Polen u. s. w., ziehen im Verein mit den oben angeführten Ursachen den Verfall des Handels und des Gewerbes in Polen nach sich. Durchführung weiterer Einschränkungen der Rechte der Städter geht um so leichter vor sich, als ihnen keine Vertretung im Reichstag zugesichert wurde (Gesetz von Radom 1505). Einschränkungen des Wirkungskreises der Stadtobrigkeiten: die Häuser des Adels in den Städten (*jurydyki*) werden ihrer Kompetenz entzogen; die besonderen städtischen höheren Instanzen verlieren ihre frühere Bedeutung, das Assessorengericht, ein Organ des Adels, wird in Stadtangelegenheiten zur höchsten Instanz. Die Stadträte werden unter die Aufsicht der Starosten gestellt, welche ihr Selbstverwaltungsrecht bedeutend beschränken.

**34. Einschränkungen des Bauernstandes.** Infolge der Erwerbung der Weichselmündungen (Friede zu Thorn 1466) bewirkt die Entwicklung des Getreidehandels eine Änderung in der Land-

wirtschaft; die bisherige Zinswirtschaft (die Haupteinkünfte von den Dörfern bestehen im Pachtzins der Bauern) geht in eine Vorwerkswirtschaft über, es kommt zur Kommassation einer bedeutenden Anzahl von Grundstücken in der Hand des Grundherrn behufs unmittelbarer Bestellung. Daher ein beträchtlicheres Bedürfnis von Arbeitskräften von Seite der Herren: der Frondienst, der früher auf einige Tage im Jahre beschränkt war, nimmt im XV. Jahrh. schon bedeutend zu und die Statuten von Thorn und Bromberg (1520) bestimmen ihn auf einen Tag in der Woche. Später wurde die Verpflichtung zum Frondienst eigenmächtig bis zu drei Tagen in der Woche erhoben (am erträglichsten gestaltete sich dieses Verhältnis in Rotrußland). Auch wurden die Pachtzinse erhöht, besonders in Privatgütern, wo sie in den Lustrationen nicht verzeichnet wurden. Beschränkungen des Auszugsrechtes der Bauern, im J. 1532 wird dieses Recht ganz aufgehoben. Reklamierungsrecht entlaufener Untertanen, das keiner Verjährung unterliegt. Die Bauern werden vollständig an die Scholle gefesselt. Das Abkaufen der Schulzenämter auf Grund des Statutes von Warta 1423 überträgt auch die ganze Gerichtsgewalt auf den Grundherrn (der spätere Schulze und die Schöffen sind nur seine Offizialisten). Das Recht der Grundherrn, die Bauern zu verurteilen „nach eigener Erkenntnis“ (1573). Appellation von den Urteilssprüchen der Herrengerichte ist nicht statthaft; nur die Untertanen der Krongüter dürfen gegen die Starosten an die Referendargerichte appellieren.

**35. Konfessionen.** Die katholische Religion ist die herrschende. Die Unierten des griechischen Ritus (seit 1595) und die katholischen Armenier (seit der zweiten Hälfte des XVII. Jahrh.) erhalten Gleichberechtigung, doch erhalten ihre Bischöfe keinen Sitz im Senat (der Vertrag von Hadziacz 1658 blieb unausgeführt). Häretiker: das Edikt von Wieluń 1424. Die Toleranz dissidentischer Bekenntnisse wird 1573 anerkannt (Konföderation von Warschau), später aber stufenweise eingeschränkt: Verbot öffentlicher Andachten 1632. Privatandachten 1717, Ausschließung von Ämtern, Landboten- und Tribunalsfunktionen 1736. Reformen unter Stanislaw August. Verbotene Konfessionen: Arianer, Quäker, Menoniten, Anabaptisten. Tartaren in Litauen, deren Recht, Güter zu erwerben. Die Stellung der Juden, nach abendländischen Vorbildern eingerichtet: für den gesetzlichen Schutz von Seite des Regenten zahlen sie Zins (Kopfsteuer), daher *homines camerae*. Grundprivilegium von 1264, auf

österreichischen, ungarischen, böhmischen Vorbildern begründet. Privilegien Kasimirs des Großen und seiner Nachfolger. Gesetzlicher Schutz der Juden: Judenmord mit Todesstrafe bedroht, Gebahren in Kreditangelegenheiten, Frage des Grundbesitzes, Unterwerfung unter die Gerichtsbarkeit der Wojwoden als der Vertreter der Herzöge zur Zeit der Erteilung des Privilegs 1264.

**36. Reichs- und Landtage.** Basis für die Organisation des Reichstages ist das Gesetz von Radom. Seit 1569 (Union von Lublin) gemeinsamer Reichstag Polens und Litauens (Parlamentsunion). Zusammensetzung: der Senat, d. i. die Erzbischöfe, Wojwoden und Kastellane (mit Anspruch auf Sessel und Bänke), die Minister. Der Senatoreneid, „treue Ratschläge zu erteilen“. Die Landbotenkammer ist aus Landboten zusammengesetzt, die auf den dem Reichstag vorausgehenden Landtagen einer jeden Wojwodschaft gewählt und prinzipiell vom König durch besondere *litterae universales* zusammenberufen werden. Vorsitz auf dem Landtage: der Marschall; Anteil: die Würdenträger, die Beamten, und der Adel, mit und ohne Landbesitz; es wählen aber und werden zu Landtagsboten nur *possessio-nati* gewählt (1690). Einstimmigkeit der Beschlüsse seit dem Anfang des XVII. Jahrh., aufgehoben im XVIII. Jahrh. Gegenstände der Beratung: Vorschläge des Königs und selbständige Anträge. Die Generallandtage im XVI. Jahrh. zur gegenseitigen Verständigung der Landboten und Senatoren einer ganzen Reichsprovinz gehen seit dem XVII. Jahrh. in Provinzialsessionen über, die auf dem Reichstag selbst abgehalten werden. Der Geschäftskreis des Reichstages: Gesetzgebung, Steuerbeschlüsse, Kontrolle der Staatseinnahmen und Ausgaben, Adelserteilungen, Stiftungen, administrative Anordnungen, seit 1764 Wahl der Mitglieder höherer Magistraturen. Reichstagsgerichte, Versammlungsorte des Reichstages: Piotrków, Warschau (seit 1569), Grodno jedes dritte Mal (seit 1673). Ordentliche sechswöchentliche Reichstage je zwei Jahre, und außerordentliche je nach Bedürfnis (seit 1573). Vorsitzender: im Senat der König, in der Landbotenkammer der Direktor, später der Marschall. Ordnung der Beratungen. Eröffnungsversammlung; Teilung der Kammern; Wahlprüfungen der Landboten; Wahl des Marschalls, des Sekretärs und der Konstitutionsausschüsse. Vereinigung der Kammern, Begrüßung des Königs, Thronpropositionen, Gutachten der Senatoren (*vota*), Vernehmung der ausländischen Gesandten. Neue Teilung: Beratungen über die Propositionen, Projekte an den Marschallstab.

Einstimmigkeit (*liberum veto*), in der mittelalterlichen Verfassung (1454) begründet, gelangt seit der Hälfte des XVII. Jahrh. zu besonderer Geltung. *Sistere activitatem*. Reform vom J. 1768: Kardinalrechte, „die keiner Veränderung unterliegen durften“, *materiae status* werden durch Einstimmigkeit beschlossen (das *liberum veto* behindert nicht das Zustandekommen anderer Beschlüsse), „ökonomische“ und „juridische“ Angelegenheiten werden durch Stimmenmehrheit erledigt. Vereinigung der Kammern gegen Schluß des Reichstages, Redaktion und Veröffentlichung der Konstitutionen, Handkuß an den König und Abschiedsrede des Marschalls. Relationslandtage zur Rechenschaftsablegung über die Handlungen auf dem Reichstage (1589). Verantwortlichkeitsgrad der Landboten.

**37. Konföderationen.** Sie sind, wie auch früher, Verbindungen gewisser gesellschaftlicher Gruppen zur Durchführung von Zielen, denen der Staat nicht gewachsen war, oft unterstützen sie den Staat, zuweilen wenden sie sich gegen ihn (*rokosz*); sie entstehen entweder zu Lebzeiten eines Königs, vorwiegend jedoch während des Interregnums und reißen die ganze Staatsgewalt an sich. Sie treten bald als Wojwodschafts-, bald als Generalkonföderationen zusammen (für Polen, für Litauen), öfters derartig, daß sich die Wojwodschaftskonföderation in eine Generalkonföderation umgestaltet. Direktorium: der Marschall der Konföderation, die Generalität. Zuweilen tritt der König der Konföderation bei. Die Durchführung der Konföderationsbeschlüsse hing von der Macht ab, welche der Bund entwickelt hatte; gelang das Unternehmen, dann wurden die Beschlüsse von dem nächsten Reichstag bestätigt; mißlang es, so erteilte ein Pazifikationsreichstag allgemeine Amnestie. In den Konföderationen herrscht der Grundsatz der Stimmenmehrheit, daher später Konföderationsreichstage, um die Folgen des *liberum veto* zu vermeiden.

**38. Königswahl. Pacta conventa.** Wahl von Regenten aus derselben Dynastie; verboten 1775. Frage der Piastenwahl (Wahl von Inländern 1696, 1733). Wahlen zu Lebzeiten der Vorgänger; Verbot der Abdikation 1668. Interregnum. Der Primas als Interrex. Der Konvokationsreichstag (in seiner gewöhnlichen Zusammensetzung), als Generalkonföderation, bespricht die Frage der Königswahl und trifft Verfügungen zur Sicherung des inneren und äußeren Friedens. Der Wahlreichstag, zusammengesetzt aus Senat und Landbotenkammer, überdies aus dem ganzen Adel (nicht erst

seit 1573) vollzieht die Wahl. Art und Regulativ der Wahl; Einstimmigkeit erfordert. Doppelwahlen seit dem J. 1573. *Pacta conventa* (nicht identisch mit der Generalbestätigung der Reichsprivilegien) als Vertrag zwischen dem gewählten König und der Nation, daher im Falle einer Verletzung der *Pacta* durch den König das Recht, ihm den Gehorsam zu kündigen. Der Krönungsreichstag (gewöhnliche Zusammensetzung) in Krakau, ausnahmsweise in Warschau abgehalten. Das Recht der Krönung gehört dem Primas, ausnahmsweise wird sie von anderen Bischöfen vollzogen, Krönungseid. Bestätigung *actorum interregni*.

**39. Zentralverwaltung.** Sie ruht prinzipiell in der Hand des Königs, der lange Zeit das einzige gemeinschaftliche Regierungsorgan für die Krone und für Litauen war. Sein Recht, Beamte zu ernennen, doch wird das Prinzip der Unabsetzbarkeit derselben im Falle amtlicher Vergehen aufgestellt (1538), das ihnen gegenüber dem König eine unabhängige Stellung gewährt. Der Senat hat im XVI. Jahrh. dem König gegenüber nur eine beratende Stimme. Seit 1573 werden aus dem Reichstag gewählte Senatoren *ad latus* (Residenten) als fester königlicher Rat (16, 28 Mitglieder) eingesetzt, anfangs auch mit beratendem, seit 1717 mit entscheidendem Stimmrecht. Ministerien: die Marschälle (für das Innere), die Kanzler (für das Äußere und die Justiz), die Unterschatzmeister (für das Finanzwesen), zuletzt die Hetmans (für das Heerwesen), besonders für Polen und für Litauen, in jeder Reichshälfte je zwei; sie erteilen den unteren Behörden im Namen des Königs Befehle. Großkommissionen seit 1764 (1766): Kollegien, aus dem Reichstag gewählt, für Finanz- und Heerwesen, je eine für die Krone und Litauen, übernehmen den vorwiegenden Teil der Funktionen der betreffenden Minister. Edukationskommission 1773, die erste gemeinschaftliche Behörde für Polen und Litauen. Gleichzeitig wird in demselben Charakter einer gemeinschaftlichen Behörde der Immerwährende Rat, ein Kollegium eingesetzt, das gleichfalls aus der Mitte des Reichstages gewählt wurde und entweder als Plenarrat unter Vorsitz des Königs, oder in fünf besonderen Departements (für die einzelnen Zweige der Zentralverwaltung) unter dem Vorsitz der gewählten Minister Resolutionen faßte. Der König verliert im Rat die Attribute des Monarchen, denn er ist durch die Beschlüsse desselben gebunden (Stellung eines Präsidenten). Unterordnung niederer Behörden, auch der Großkommissionen, die vordem oberste

Zentralbehörden waren. unter die Befehle des Immerwährenden Rates mit dem Recht, Beamte wegen Amtsvergehen zu entsetzen. Bedeutung dieser Reformen.

**40. Provinzialverwaltung.** Das einzige vollstreckende untere Regierungsorgan bleiben die Starosten, doch diese entziehen sich dem Einfluß des Königs durch das Inamovibilitätsgesetz von 1538, nach dem der König Beamte wegen amtlicher Vergehen nicht absetzen darf. Dagegen nähern sie sich immer mehr der Landhierarchie und werden schließlich zu Landbeamten; zur Zeit Stanislaw Augusts wählt sogar der Adel je vier Kandidaten für eine vakante Starostenstelle. Viele Angelegenheiten der Lokalverwaltung gehen in die Hände des Gesamtadels des betreffenden Landes über, der diese Verwaltung auf sog. Wirtschaftslandtagen erledigt, deren Entstehung in die erste Hälfte des XVII Jahrh. fällt. Diese Landtage entscheiden über die Repartierung der Reichstagssteuern, beschließen die Erhebung besonderer Landtagssteuern (Lokalsteuern), wobei sie besonders die unteren Stände (die Städter und Bauern) belasten; der Steuerertrag dient zur Erhaltung der Landesmiliz unter Oberbefehl der auf dem Landtage ernannten Rittmeister. Es erfolgt die sog. „Landtagsherrschaft“ in Polen; nachteilige Seiten derselben: das Verwaltungsorgan ist zu zahlreich, das Verwaltungssystem den niederen Ständen abgeneigt; es entsteht Dezentralisation, welche Verständigung der Zentralbehörden mit zehnerlei Landtagen erfordert. Einschränkung der Landtagsherrschaft: 1717 auf dem Gebiete des Militärwesens (dasselbe wird den Hetmans zugewiesen), 1766—1768 auf dem Gebiete des Finanzwesens (dasselbe wird den Finanzkommissionen übertragen).

**41. Gerichtsverfassung.** Die Organisation und Kompetenz der niederen Gerichte, der Land-, Grod- und Unterkammerergerichte bleibt prinzipiell nach den früher entwickelten Formen weiterbestehen. Die Wieceversammlungen (mittlere Instanzen) verfallen bald nach 1578 (Errichtung des Krontribunals). Die königliche Gerichtsbarkeit (die oberste) wird teils in der Form von Hofgerichten, teils Reichstagsgerichten unter Beteiligung der am Hofe bzw. auf dem Reichstag anwesenden Senatoren ausgeübt; der Adel ist von beiden Gerichten vorläufig ausgeschlossen. Der Urteilsspruch geht vom König aus, die Senatoren (Assessoren) haben nur eine beratende Stimme, doch kann der König ihnen eine selbständige Entscheidung auftragen: daher Assessorengerichte, von denen man an den König

appellieren konnte. Kompetenz des königlichen Gerichtes: die Appellationsgerichtsbarkeit den Land-, Starostei- und Unterkammerergerichten gegenüber, staatliche Interessen, besonders aber die Krongüter betreffende Angelegenheiten. Untersuchungen gegen Beamte, Kriminalsachen, auf welche Todesstrafe, Infamie oder Konfiskation stand. Zur Zeit der beiden letzten Jagellonen entsteht ein gewisser Unterschied der Kompetenz des Hof- und des Reichstagsgerichtes. Die Unmasse von Rechtshändeln, der das Königsgericht nicht gewachsen war, und das Bestreben des Adels, an der höchsten Gerichtsbarkeit zu partizipieren, führen zur Errichtung des Krontribunals 1578. Zusammensetzung: 27 Adelsdeputierte, die auf den Deputatenlandtagen gewählt, und 6 Deputierte der Geistlichkeit, die von den Kapiteln ernannt wurden. Verhandlungsort: Piotrków für Großpolen, Lublin für Kleinpolen. Das litauische Tribunal 1581. Kompetenz: Appellationssachen von niederen Instanzen. Von nun an richtet das Reichstagsgericht nur über: Majestätsverbrechen, *crimen oppressi civis*, Mißbrauch der Amtsgewalt höherer Beamten, Bestechlichkeit der Richter. Spätere Änderungen in der Zusammensetzung und bestimmte Kadenzen des Reichstagsgerichtes seit 1775. Andere besondere Gerichte am Hofe des Königs: das Assessorialgericht (mit dem obenerwähnten nicht identisch), je eins für die Krone und für Litauen, die oberste Instanz für Angelegenheiten der Städter unter Vorsitz des Kanzlers und Beisitz der Beamten, später der Senatoren und Deputierten aus der Ritterschaft. Referendargerichte als oberste Instanz in Streitigkeiten zwischen königlichen Untertanen einerseits und Starosten andererseits. Jurisdiktion der Marschälle im Falle von in Anwesenheit des Königs verübten Gewalttätigkeiten. Relationsgerichte: Appellationen in kurländischen Angelegenheiten und ausnahmsweise von Assessorialgerichten. Kapturgerichte, seit dem Aussterben der Jagellonen, von den Konföderationen während des Interregnums eingesetzt, da infolge des Ablebens des Königs alle ordentlichen Gerichte, die ihre Urteile nur in seinem Namen fällten, ihre Amtstätigkeit einstellten. Sie richteten in Sachen der Verletzung der öffentlichen Sicherheit; sie stellen ihre Tätigkeit mit dem Augenblick der Krönung des neuen Königs ein.

**42. Finanzwesen.** Wie vordem, so dienen anfangs die Einkünfte der Krongüter zur Deckung der Bedürfnisse sowohl des Königs als auch des Staates. Im Jahre 1563 verzichtet Sigis-

mund August auf den vierten (eigentlich fünften) Teil des Einkommens von den Grodstarosteien und Tenuten zu Gunsten der Erhaltung eines stehenden Heeres, die sog. Quarte, die dem Schatz in Rawa ausgefolgt wurde; es ist dies der Bildungskeim eines besonderen Statsschatzes. In den Jahren 1589 und 1590 wird die Trennung des Staatsschatzes vom königlichen Schatze vollständig durchgeführt. Für den königlichen Haushalt wurden die Einkünfte von der Münze, den Salzgruben, Bergwerken, Zöllen und manchen Güterkomplexen mit unmittelbarer Verwaltung (Prokuratorien, Ökonomien) angewiesen; die Einkünfte der übrigen Krongüter (mit indirekter Verwaltung) und die einlaufenden Steuern gehören dem Staatsschatz. Steuerfrei ist der Adel und die Geistlichkeit, mit Ausnahmen gegen Ende der Periode (Generalsteuer u. s. w.); auf der Landbevölkerung lastet die Hufensteuer (*poradnie*), auf der Stadtbevölkerung der Schoß; die Juden zahlen Kopfsteuer, die Geistlichkeit leistet Geldopfer aus freien Stücken. Steuern wurden von Reichstag zu Reichstag in einem gewissen Prozentsatz zur Hufensteuer beschlossen. Neue Arten von Steuern: das Winterbrot (*hiberna*) von den königlichen und geistlichen Gütern als Vergütung für die Entlastung, das Heer während des Winters in Quartier zu nehmen; Rauchfangsteuer, 1629 eingeführt, von Dorfhöfen und den Häusern in Städtchen und Städten eingezogen; christliche Kopfsteuer nach dem Vorbilde der jüdischen, die in außerordentlichen Notfällen erhoben wurde; Generalzoll von importierten Waren. Erbpachtsreform der Starosteien 1775. Für den Wojwodschattschatz beschlossen die Landtage für Lokalzwecke besondere Steuern unter verschiedenen Namen (gegen 20 Nomenklaturen), die vorwiegend niederen Bevölkerungsschichten (Städtern, Bauern) auferlegt wurden. Die Verwaltung derselben in der Hand der Landtage selbst. Im XVIII. Jahrh. wird die Finanzverwaltung der Landtage aufgehoben.

**43. Kriegswesen.** Die frühere Form des allgemeinen Aufgebots, das aus landbegütertem Adel bestand, bleibt im Prinzip weiter bestehen. Nachteilige Seiten derselben: Beschränkung der Dienstleistung nur auf das Grenzgebiet des Reiches und zwar nur durch zwei Wochen unentgeltlich; Verfall der Kriegskunst, Mangel an Disziplin. Seit dem Tode Sigismund Augusts wurde das allgemeine Aufgebot nur dreimal zusammenberufen. Notwendigkeit der Errichtung eines stehenden Heeres. Erste Reform Sigismund

Augusts: Einführung des von der Quarte bezahlten Söldnerheeres (nicht über 2000—3000 Mann). Einteilung: in Regimenter oder Fahnen, je nach der Ausrüstung: in polnische Fahnen und solche ausländischer Anwerbung. Die Stärke des Heeres wird nach der Konstitution von 1717 auf 24000 Mann (16000 für die Krone Polen, 8000 für Litauen) beschränkt, ein verderblicher Beschluß in Hinsicht auf die wachsenden stehenden Armeen der Nachbarn; aber auch diese Höhe hat die Truppenanzahl infolge mangelnder Geldmittel nie erreicht. Die Söldner, die öfters nicht bezahlt wurden, halten sich durch Plünderungen schadlos und bilden Konföderationen. Die Reformen K. Stephans: die Fußmiliz der Bauern oder der *wybrancy* (der Ausgewählten), von 20 Hufen der königlichen Güter je ein Bauer; diese Pflicht wird im XVII. Jahrh. in eine neue Steuer, *lanowe*, verwandelt, die von den königlichen Gütern zu leisten war. Registrierte Kosaken. Genesis des Kosakentums (zur Regierungszeit Sigismunds des Ersten). das aus einheimischen reußischen und abenteuerlichen zugeströmten Elementen zusammengesetzt war. Die Zaporosersicz, die Nizoverkosaken. Organisation derselben von K. Stephan durch Einregistrierung derselben und Verleihung einer weitgehenden Autonomie (Recht der Atamanenwahl, unter dem Oberbefehl des Hetmans). Fehlschlagen der Kosakenorganisation, Revolutionen (der Aufruhr Chmielnickis 1648), Aufhebung der registrierten Kosaken 1699.

**44. Rechtsquellen.** Entwicklung der Reichstagsverfassung in bedeutendem Grade; die Konstitutionen berücksichtigen vorwiegend die Verhältnisse des Staats- und Verwaltungsrechtes und vernachlässigen das judizielle Recht. Mißlingen der beiden großen Kodifikationsversuche (die Korrektur Taszyckis 1532—4 und der Entwurf Zamojskis 1776—80). Kleinere Kodifikationen: Formula processus 1523, Wechselrecht 1776 u. a. Kodifikationen des masovischen Rechtes: erstes Statut (von Prażmowski) vom J. 1532 (bestätigt), zweites Statut (von Goryński) vom J. 1540, Einführung des polnischen Rechtes in Masovien und masovische Exzepte vom J. 1577. Drei litauische Statuten 1529—1588, das zweite gültig in den Wojwodschaften Volhynien, Kijow und Braclaw (das volhynische Statut); das dritte: Hilfsquelle des „Ułożenje“ des Zaren Alexis Michajłowicz vom J. 1649. Preußische Korrektur 1598. Amtliche Ausgaben der einzelnen Reichstagskonstitutionen, amtliche Samm-

lungen derselben (1524) und zahlreiche spätere Privatsammlungen. Volumina Legum.

### **Anfänge der vierten Periode. Reform der polnischen Verfassung seit 1788.**

**45. Genesis und Vorbereitung der Reform.** Der innere Verfall Polens erreicht seinen Höhepunkt zur Regierungszeit der sächsischen Könige. Weitere Schichten der Bevölkerung fühlen damals noch nicht das Bedürfnis nach Reformen, nur einzelne Persönlichkeiten, wie Leszczyński, Konarski, u. a. fordern dazu auf. Stärker treten reformatorische Bestreben schon während des Interregnums vor der Wahl Stanisław Augusts (Partei der Czartoryskis) in den Vordergrund, sie werden ziemlich allgemein zur Regierungszeit des letzten Königs, der sie in mancher Hinsicht unterstützt, genährt durch die Erschütterung, welche in der Nation die erste Teilung hervorgeufen hatte. Vorbereitung zu einer prinzipiellen Änderung der Verfassung durch die Reformen vom J. 1764 und 1773/5, die hauptsächlich eine neue Organisation der Zentralverwaltung betreffen (Finanz- und Militärkommissionen, Erziehungskommission, der immerwährende Rat). Anfänge des vierjährigen Reichstages. Beschluß der Truppenvermehrung bis auf 100000 Mann. Aufhebung des immerwährenden Rates. Grundsätze die Verbesserung der Regierungsform betreffend 1789 und 1790, Kardinalrechte nach dem Muster derjenigen vom J. 1768. Zustandekommen der Verfassung vom dritten Mai 1791, mitsamt der ihr einverleibten Konstitution über die Städte vom 18 April 1791.

**46. Soziale Reformen.** Die Stellung des Adels wurde von der Konstitution (v. 3 Mai) prinzipiell nicht geändert, seine früheren Rechte und Privilegien blieben unangetastet, doch hob sie die Stellung der Städter und Bauern. Den Städtern wurde das Recht der Erwerbung von Landgütern, dem Adel aber das Recht, sich in den Städten mit Handel zu befassen, zuerkannt, ohne Verlust der Adelsvorrechte; zuerkannt wird weiter die Möglichkeit, daß Städter den Offiziersrang erdienen können, nur wurden sie von den Landämtern, die seit altersher vom Adel bekleidet wurden und von den Domherrnstellen, die dem Adel vorbehalten waren, ausgeschlossen. In den Städten wurde der privilegierte Gerichtsstand des Adels (*jurydyki*) aufgehoben und die Kontrolle der adeligen Behörden über die städtischen beseitigt, die letztgenannten wurden einer Polizeikommission als oberster

Instanz unterworfen, zu der auch Repräsentanten der Städte herbeigezogen wurden. Stadträte und Magistrate. Niedere Stadtgerichtsbarkeit, mittlere (Appellationsgerichte) und oberste d. i. die Assessorien, denen jetzt ebenfalls Repräsentanten der Städte beitreten. Vollen Anteil an dem Reichstag haben die Städte nicht, doch wurde die Institution der Stadtbevollmächtigten eingeführt, aus deren Mitte auf den Provinzialsessionen des Reichstages Mitglieder für die Finanz- und Polizeikommission und für das Assessorium gewählt wurden; hier besitzen sie in Stadtsachen entscheidendes Stimmrecht; überdies konnten sie im Reichstag Anträge stellen, was Handel, Verkehr und Städte anbetraf (Gesetzgebungsiniziative). Was die Bauern anbetrifft, so hatte man deren ökonomische Emanzipation (Grundentlastung), für die es damals noch zu früh war, nicht durchgeführt, dagegen wurde beschlossen, daß von nun an alle Verträge, die zwischen dem Herrn und dem Bauern geschlossen werden, die Basis ihres gemeinschaftlichen Verhältnisses sein sollen. Man knüpfte hier an die Gewohnheit an, die schon vordem von manchen Grundbesitzern angewendet wurde, welche mit ihren Untertanen Verabredungen trafen, indem sie dieselben von allerlei Lasten befreiten. Es war dies ein Fingerzeig, ein Programm für die Zukunft, in welcher Richtung sich die Bauernfrage entwickeln solle. Zugleich wurde erklärt, daß die Bauern unter den Schutz der Gesetze gestellt werden, was bedeutet, daß dieselben die öffentlichen Gerichte um Gerechtigkeit gegen ihre Herren angehen können. Im allgemeinen genommen, brachen die sozialen Reformen der Konstitution nicht plötzlich mit der Vergangenheit, sie verkündeten noch nicht den Grundsatz der Gleichberechtigung aller Staatsbürger, doch wiesen sie den Weg dazu, indem sie die Bedeutung der bis dahin zurückgesetzten niederen Gesellschaftsklassen emporhoben.

**47. Reform der Reichstagsverfassung.** Die Reichstagsgesetze werden in zwei Kategorien eingeteilt: 1) die sog. allgemeinen Rechte; 2) Reichstagsbeschlüsse. Zur ersten Kategorie gehören Verfassungs-, Zivil- und Strafrechtsgesetze, Gesetze über feste Steuern; zur zweiten: Kriegserklärung, Friedensschluß und überhaupt Abschluß anderer internationaler Verträge, Beschluß über einmalige Steuererhebung, das Budget u. ä. Was die Reichstagsbeschlüsse anbetrifft, so wurden die Stimmen der Senatoren und der Landboten zusammengezählt, es konnte daher die zahlreichere Landbotenkammer den Senat majorisieren. Über die „allgemeinen Rechte“

stimmten beide Kammern besonders ab; widersetzte sich der Senat dem Antrage, so konnte ihn die Landbotenkammer auf dem nächsten Reichstage erneuern, und wenn sie sich abermals für denselben erklärte, so war auch der Senat zur Annahme gezwungen. Also war auch hier Majorisierung möglich. Aus einem mit der Landbotenkammer gleichberechtigten gestaltete sich der Senat in einen untergeordneten Faktor um. Auch dem König wurde das Recht der Sanktion entzogen und ihm nur zwei Stimmen im Senat zugesprochen; er konnte also im Senat selbst majorisiert werden, umso mehr durch die Landbotenkammer. Dadurch wird die Suprematie der Adelsvertretung über die Krone anerkannt und bildet eine nachteilige Seite der Reform. Vorteilhaft war der Beschluß, daß der Landbote auf dem Reichstage nicht die Interessen seiner Landschaft, sondern die des ganzen Staates repräsentiert und nach eigenem Gutachten handeln darf; die Landtagsinstruktionen werden verboten. Die Konsequenz dieser Reform war die völlige Aufhebung des *liberum veto* und das Verbot der Konföderationsverbände. Der Reichstag soll immer „bereit“ sein, d. h. die für einen gewissen Reichstag gewählten Abgeordneten verlieren mit Beendigung desselben ihre Mandate nicht, sondern behalten sie durch die nächsten zwei Jahre, im Falle die Notwendigkeit der Berufung eines außerordentlichen Reichstages eintreten sollte. Verfassungsreichstag, alle 25 Jahre behufs Revision der Verfassung.

**48. Reform der Regierungsgewalt.** Die Wählbarkeit der Könige wird aufgehoben, der polnische Thron für erblich erklärt. Da der König keine Nachkommen hatte, so wird die Erbfolge den Enkeln Augusts III zuerkannt. Das Kontraktverhältnis des Königs zur Nation wird gelöst, das Recht, ihm den Gehorsam zu kündigen, beseitigt. Der König ist nicht verantwortlich und hat das Recht, alle Ämter im Staate zu besetzen, insofern sie nicht wählbar sind, so wie auch Offiziere zu ernennen; auch steht ihm das Begnadigungsrecht zu. Alle Staatsgewalt, vor allem die Gerichtsbarkeit, wird im Namen des Königs ausgeübt. Die Hauptverwaltung besorgt sowohl in der Krone als auch in Litauen ein dem König zur Seite stehender gemeinschaftlicher Ministerrat „Straż“, der aus dem Primas und fünf Ministern, für die Polizei (das Innere), das Äußere, den Krieg, Finanzen und die Justiz, und überdies aus dem Reichstagsmarschall (mit beratender Stimme) zusammengesetzt war. Der König ist dem Willen dieses Ministerrats nicht (wie in dem Immer-

währenden Rat) unterworfen, doch haben die Verordnungen des Königs ohne die Unterschrift des Ministers keine Geltung; der unterzeichnende Minister ist vor dem Reichstage verantwortlich. Das Ernennungsrecht der Mitglieder der Straž aus der Mitte aller (16) Minister steht dem König zu; die Ernennung erfolgt je zwei Jahre, wodurch es dem Könige möglich wird, zu Ministern Männer mit einem Programm zu berufen, welches dem Programm der Reichstagsmajorität entspricht (parlamentarisches Ministerium). Das Verhältnis der unteren Behörden (der Großkommissionen, der Ordnungskommissionen für zivil- und militärische Angelegenheiten) zur Straž ist insofern ungenau bestimmt, als zwar deren untergeordnete Stellung der Straž gegenüber ausgesprochen wurde, doch ihre Verantwortlichkeit den Reichstagen, bzw. Landtagen gegenüber, von denen sie gewählt wurden, bestehen blieb.

**49. Entwicklung der Reformen der Verfassung vom 3 Mai in der Gesetzgebung des vierjährigen Reichstages.** Zwei Gesetze über die Städteverfassung vom Jahre 1791, über die Einrichtung städtischer Verwaltungs- und Gerichtsbehörden und über die Gerichtsverfassung der Städte im allgemeinen. In Hinsicht auf Gleichberechtigung der Konfessionen wird schon 1790 dem Metropolit von Kijew Sitz im Senat zuerkannt. Gesetze über Reichstags- und Landtagsverfassung, beide vom J. 1791; letzteres schränkt das Beteiligungsrecht des nicht ansässigen Adels ein und beschränkt die Befugnis und den Wirkungskreis der Wirtschaftslandtage. Gesetz v. J. 1791, die Straž betreffend, das deren Verhältnis zu den Großkommissionen und den zivil-militärischen Ordnungskommissionen reguliert. Drei Gesetze in Bezug auf die Großkommissionen: die Militär- (1789), die Finanz- und die Polizeikommission (1791), die nun alle neben der Edukationskommission ihre Amtsbefugnis sowohl auf die Krone als auf Litauen (daher Kommissionen beider Nationen) ausdehnen, so daß beide Teile der Republik jetzt bereits auch gemeinschaftliche mittlere Instanzen haben. Die unteren Verwaltungsinstanzen, die zivil-militärischen Ordnungskommissionen, die schon 1789 eingeführt wurden, entwickeln eine rege Tätigkeit zur Befriedigung der materiellen und kulturellen Bedürfnisse der Gesellschaft. Reform der höheren Gerichtsbarkeit: Gesetz, die Reichstagsgerichte und die Tribunale betreffend, und gründliche Umgestaltung des niederen Gerichtswesens durch Einführung der Landesgerichte (*sąd ziemiański*) unter Beseitigung der

früheren Land- und Grodgerichte (1792). Vorbereitungsarbeiten zur Verfassung eines bürgerlichen und Strafgesetzbuches (das Gesetzbuch des Stan. August). Auf dem Gebiete des Finanzwesens das Gesetz vom J. 1792, das den Verkauf aller Kröngüter verfügt und das noch wichtigere Gesetz 1789, das die „Beisteuer des zehnten Groschens“ als Abgabe, die dem Adel auferlegt wurde, einführte und somit das frühere Privileg der Steuerfreiheit dieses Standes aufhob.

**50. Verfall und Bedeutung der Reformen.** Die Konföderation von Targowica stürzt das Werk des vierjährigen Reichstages. Der Reichstag von Grodno 1793 sanktioniert von neuem die frühere aus der Zeit vor der Verfassung vom 3 Mai stammende Organisation des Staates. Diese Ereignisse wie auch die zweite und dritte Teilung Polens unterdrücken im Anfangskeime die neue Rechtsentwicklung Polens, welche bereits eine dauernde und tiefere Basis in den neuen Strömungen und den teilweisen Reformen der letzten dreißig Jahre gewonnen hatte; die Bedingungen zur Entwicklung waren also vorhanden, wäre dieselbe nicht von außen aufgehalten und unterdrückt worden. Die Reformen der Verfassung vom 3 Mai und des vierjährigen Reichstages waren vom heutigen Gesichtspunkt aus betrachtet gewiß nicht in jeder Beziehung vollkommen; sie stützten sich teilweise auf die Traditionen früherer Einrichtungen und zogen aus den Neuerungen des Abendlandes, namentlich der französischen Revolution, mit Überlegung und Mäßigung Vorteil — aber eben deswegen sind sie ein nationales Werk, und was darin Gutes enthalten ist, gereicht dem polnischen Volke zur Ehre. Sie beseitigten prinzipielle Mängel der bisherigen Verfassung: den Bauernstand stellten sie unter den Schutz der Gesetze und bahnten den Weg zu einer günstigen Gestaltung seiner materiellen Lage in der Zukunft; den Städten gaben sie ihre Autonomie wieder, sicherten ihnen Anteil und einen gewissen Einfluß in den Zentralorganen und beseitigten die demütigenden Rechtsbeschränkungen des Bürgerstandes; sie reformierten in modernem Sinne den Reichstag und stürzten den Hauptpfeiler der Anarchie, das *liberum veto*; sie schufen eine kräftige Regierung mit einem unverantwortlichen, erblichen König an der Spitze. So wurde endlich der Grund zu einer neuen Organisation des Staates und der Gesellschaft gelegt; eine Erscheinung, die um so bemerkenswerter ist, da die Reform ohne Druck von Seite der niederen, nach Rechten strebenden Klassen, ohne Druck von Seite der Regierung, die

auf Erstarkung ihrer Amtsgewalt hinzielte, erfolgt war; sie wurde durchgeführt aus freiem Ermessen jenes Standes, der dabei auf seine rechtliche Ausnahmestellung, auf seinen Einfluß und seine Bedeutung zum Teile verzichten mußte. Darin lag der Beweis, daß Polen aus dem früheren Verfall durch sein eigenes Zutun wiedergeboren werden konnte.

---

Nakładem Akademii Umiejętności.

Pod redakcją  
Sekretarza Generalnego Bolesława Ulanowskiego.

Kraków, 1906. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego, pod zarządem J. Filipowskiego.

27 Stycznia 1906.



# PUBLICATIONS DE L'ACADEMIE

1873 — 1902

Librairie de la Société anonyme polonaise

(Spółka wydawnicza polska)

à Cracovie.

## Philologie. — Sciences morales et politiques.

►Pamiętnik Wydz. filolog. i hist./filozof. (Classe de philologie, Classe d'histoire et de philosophie. Mémoires), in 4-to, vol. II—VIII (38 planches, vol. I épuisé). — 118 k.

►Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń Wydz. filolog. (Classe de philologie. Séances et travaux), in 8-vo, volumes II—XXXIII (vol. I épuisé). — 258 k.

►Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń Wydz. hist. filozof. (Classe d'histoire et de philosophie. Séances et travaux), in 8-vo, vol. III—XIII, XV—XLII, (vol. I. II. XIV épuisés, 61 pl.) — 276 k.

►Sprawozdania komisji do badania historii sztuki w Polsce. (Comptes rendus de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne), in 4-to, vol. I—VI (115 planches, 1040 gravures dans le texte). — 77 k.

►Sprawozdania komisji językowej. (Comptes rendus de la Commission de linguistique), in 8-vo, 5 volumes. — 27 k.

►Archiwum do dziejów literatury i oświaty w Polsce. (Documents pour servir à l'histoire de la littérature en Pologne), in 8-vo, 10 vol. — 57 k.

Corpus antiquissimorum poetarum Poloniae latinorum usque ad Joannem Cochanovium, in 8-vo, 4 volumes.

Vol. II, Pauli Crosnensis atque Joannis Visliciensis carmina, ed. B. Kruczkiewicz. 4 k.  
Vol. III, Andreae Cricii carmina ed. C. Morawski. 6 k. Vol. IV, Nicolai Hussoviani Carmina, ed. J. Pelczar. 3 c. — Petri Roysii carmina ed. B. Kruczkiewicz. 12 k.

►Biblioteka pisarzy polskich. (Bibliothèque des auteurs polonais du XVI e XVII siècle), in 8-vo, 41 livr. 51 k. 80 h.

Monumenta mediae aevi historica res gestas Poloniae illustrantia, in 8-vo imp., 15 volumes. — 162 k.

Vol. I, VIII, Cod. dipl. eccl. cathedr. Cracov. ed. Piekosiński. 20 k. — Vol. II, XII et XIV. Cod. epistol. saec. XV ed. A. Sokolowski et J. Szujski; A. Lewicki. 32 k. — Vol. III, IX, X, Cod. dipl. Minoris Poloniae, ed. Piekosiński. 30 k. — Vol. IV, Libri antiquissimi civitatis Cracov. ed. Piekosiński et Szujski. 10 k. — Vol. V, VII, Cod. diplom. civitatis Cracov. ed. Piekosiński. 20 k. — Vol. VI, Cod. diplom. Vitoldi ed. Prochaska. 20 k. — Vol. XI, Index actorum saec. XV ad res publ. Poloniae spect. ed. Lewicki. 10 k. — Vol. XIII, Acta capitulorum (1408—1530) ed. B. Ulanowski. 10 k. — Vol. XV, Rationes curiae Vladislai Jagellonis et Hedvigis, ed. Piekosiński. 10 k.

Scriptores rerum Polonicarum, in 8-vo, 11 (I—IV, VI—VIII, X, XI, XV, XVI, XVIII) volumes. — 162 k.

Vol. I, Diaria Comitiorum Poloniae 1548, 1553, 1570. ed. Szujski. 6 k. — Vol. II, Chroniconum Barnardi Vapovii pars posterior ed. Szujski. 6 k. — Vol. III, Stephani Medeksza commentarii 1654 — 1668 ed. Seredyński. 6 k. — Vol. VII, X, XIV, XVII Annales Domus professorum S. J. Cracoviensis ed. Chotkowski. 14 k. — Vol. XI, Diaria Comitiorum R. Polon. 1587 ed. A. Sokolowski. 4 k. — Vol. XV, Analecta Romana, ed. J. Korzeniowski. 14 k. — Vol. XVI, Stanisłai Temberski Annales 1647—1656, ed. V. Czermak. 6 k.

Collectanea ex archivo Collegii historici, in 8-vo, 8 vol. — 48 k.

Acta historica res gestas Poloniae illustrantia, in 8-vo imp., 15 volumes. — 156 k.

Vol. I, Andr. Zebrzydowski, episcopi Vladisl. et Cracov. epistolae ed. Wislocki 1546—1553. 10 k. — Vol. II, (pars 1. et 2.) Acta Joannis Sobieski 1629—1674, ed. Kluczycki. 20 k. —

Vol. III, V, VII, Acta Regis Joannis III (ex archivo Ministerii rerum exterarum Gallici) 1674—1683 ed. Waliszewski. 30 k. — Vol. IV, IX, (pars 1. et 2.) Card. Stanisłai Hosii epistolae 1525—1558 ed. Zakrzewski et Hipler. 30 k. — Vol. VI, Acta Regis Joannis III ad res expeditionis Vindobonensis a. 1683 illustrandas ed. Kluczycki. 10 k. — Vol. VIII (pars 1. et 2.), XII (pars 1. et 2.), Leges, privilegia et statuta civitatis Cracoviensis 1507—1795 ed. Piekosiński. 40 k. Vol. X, Lauda conventuum particularium terrae Dobrinensis ed. Kluczycki. 10 c. — Vol. XI, Acta Stephani Regis 1576—1586 ed. Polkowski. 6 k.

Monumenta Poloniae historica, in 8-vo imp., vol. III—VI. — 102 k.

Acta rectoralia almae universitatis Studii Cracoviensis inde ab anno MCCCCLXIX, ed. W. Wisłocki. T. I, in 8-vo. — 15 k.

»Starodawne prawa polskiego pomniki.« (*Anciens monuments du droit polonai*) in 4-to, vol. II—X. — 72 k.

Vol. II, Libri iudic. terrae Cracov. saec. XV, ed. Helcel. 12 k. — Vol. III, Correctura statutorum et consuetudinum regni Poloniae a. 1532, ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. IV, Statuta synodalia saec. XIV et XV, ed. Heyzmann. 6 k. — Vol. V, Monumenta literar. rerum publicarum saec. XV, ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. VI, Decreta in iudiciis regalibus a. 1507—1531 ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. VII, Acta expedition. bellic. ed. Bobrzyński, Inscriptiones clemo-diales ed. Ulanowski. 12 k. — Vol. VIII, Antiquissimi libri iudiciales terrae Cracov. 1374—1400 ed. Ulanowski. 16 k. — Vol. IX, Acta iudicii feodalis superioris in castro Golez 1405—1546. Acta iudicii criminalis Muszynensis 1647—1765. 6 k. — Vol. X, p. 1. Libri formularum saec. XV ed. Ulanowski. 2 k.

Volumina Legum. T. IX. 8-vo, 1889. — 8 k.

### Sciences mathématiques et naturelles.

»Pamiętnik.« (*Mémoires*), in 4-to, 17 volumes (II—XVIII, 178 planches, vol. I épuisé). — 170 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń.« (*Séances et travaux*), in 8-vo, 41 vol. (319 planches). — 376 k.

»Sprawozdania komisji fizyograficznej.« (*Comptes rendus de la Commission de physiographie*), in 8-vo, 35 volumes (III. VI — XXXIII, 67 planches, vol. I. II. IV. V. épuisés). — 274 k. 50 h.

»Atlas geologiczny Galicyi.« (*Atlas géologique de la Galicie*), in fol., 12 livraisons (64 planches) (à suivre). — 114 k. 80 h.

»Zbiór wiadomości do antropologii krajowej.« (*Comptes rendus de la Commission d'anthropologie*), in 8-vo, 18 vol. II—XVIII (100 pl., vol. I épuisé). — 125 k.

»Materiały antropologiczno-archeologiczne i etnograficzne.« (*Matériaux anthropologiques, archéologiques et ethnographiques*), in 8-vo, vol. I—V, (44 planches, 10 cartes et 106 gravures). — 32 k.

Świątek J., »Lud nadrabski, od Gdowa po Bochnią.« (*Les populations riveraines de la Raba en Galicie*), in 8-vo, 1894. — 8 k. Górski K., »Historia piechoty polskiej« (*Histoire de l'infanterie polonaise*), in 8-vo, 1893. — 5 k. 20 h. »Historia jazdy polskiej« (*Histoire de la cavalerie polonaise*), in 8-vo, 1894. — 7 k. Balzer O., »Genealogia Piastów.« (*Généalogie des Piasts*), in 4-to, 1896. — 20 k. Finkel L., »Bibliografia historii polskiej.« (*Bibliographie de l'histoire de Pologne*) in 8-vo, vol. I et II p. 1—2, 1891—6. — 15 k. 60 h. Dickstein S., »Hołne Wroński, jego życie i dzieła.« (*Hołne Wroński, sa vie et ses oeuvres*), lex. 8-vo, 1896. — 8 k. Federowski M., »Lud białoruski.« (*L'Ethnographie de la Russie Blanche*), in 8-vo, vol. I—II. 1897. 13. k.

»Rocznik Akademii.« (*Annuaire de l'Académie*), in 16-o, 1874—1898 25 vol. 1873 épuisé) — 33 k. 60 h.

»Pamiętnik 15-letniej działalności Akademii.« (*Mémoire sur les travaux de l'Académie 1873—1888*). 8-vo, 1889. — 4 k.